

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**TRAVAUX DANS LES EPLE - 1ER RAPPORT DE L'ANNÉE 2023 - BUDGET 2023**

## Sommaire

|   |    |
|---|----|
| <a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>                                   | 3  |
| <a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>                              | 7  |
| <a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>                           | 10 |
| <a href="#">Annexe 1 et 2 : Affectations marchés et dotations</a>   | 11 |
| <a href="#">Annexe 3 Fonds d'Urgence</a>                            | 17 |
| <a href="#">Annexe 4 : Contrat de Prestations Intégrées</a>         | 19 |
| <a href="#">Annexe 5 : Plan Sanitaire EPLE</a>                      | 21 |
| <a href="#">Annexe 6 : Clos Couvert Structure</a>                   | 23 |
| <a href="#">Annexe 7 : Convention mandat Clos Couvert Structure</a> | 25 |

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport propose d'affecter plusieurs autorisations de programme, au titre des travaux dans les EPLE, pour un montant total de **131 970 561,31 €**.

### 1. Affectations

Les affectations concernent des accords-cadres à bons de commande ou marchés subséquents en travaux, les renouvellements des marchés intervenant en 2023, et les nouveaux accords-cadres, soit :

- **15 000 000 €** pour les accords-cadres à bons de commande en travaux pour les marchés suivants (en annexe 2 à la présente délibération) :

- Marché de travaux d'électricité et faux plafonds,
- Travaux de maintenance, réparation et mise en conformité des installations de génie climatique,
- Marché travaux de plomberie,
- Travaux de toitures couverture et étanchéité,
- Marché de pré câblage multimédia,
- Marché de travaux et de mise aux normes et de réparation de VRD et de réseau d'assainissement,
- Marché de travaux serrurerie métallerie,
- Marché de travaux d'enlèvement ou de neutralisation de matériaux contenant de l'amiante.
- Travaux SSI,
- Travaux de peinture,
- Travaux de revêtement de sol,
- Travaux tous corps d'état (TCE),
- Travaux menuiserie extérieure/vitrierie,
- Travaux maçonnerie/carrelage,
- Travaux de menuiseries intérieures et de parquetage.

- **10 000 000 €** pour la mise en accessibilité handicap (en annexe 1 à la délibération).

- **40 000 000,00 €** pour les rénovations thermiques des 4 établissements suivants : Jacques Prévert à TAVERNY 95, Gérard De Nerval à LUZARCHE 95, Camille Claudel à VITRY SUR SEINE 94, Paul Langevin à SAINTE GENEVIEVE DES BOIS 91 (en annexe 1 à la présente délibération).

- **5 600 000 €** pour les accords-cadres à bons de commande des bâtiments démontables (en annexe 1 à la délibération).

Des opérations dont la gestion sera assurée directement par les services régionaux ou déléguée soit :

- **15 789 021,90 €** pour les travaux de « Grosses réparations dans les lycées » de la région Île-de-France (en annexe 2 à la présente délibération).

- **1 537 317,30 €** de dotations aux EPLE afin d'effectuer divers travaux de maintenance (en annexe 2 à la présente délibération). Les conventions qui seront signées avec les lycées bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et au règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

## 2. Affectations pour les fonds et opérations urgentes

Par ailleurs, à titre indicatif, il est proposé à la commission permanente des affectations suivantes :

- Sur le programme HP 222-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics », action 12200201 « Grosses réparations dans les lycées publics » pour un montant de **1 000 000 €** (en annexe 2 de la délibération).
- Sur le programme HP222-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics », action 12200204 « Fonds d'urgence » pour un montant de **1 000 000 €** (en annexe 3 de la délibération).

## 3. Affectation au titre du marché de maintenance des installations de chauffage

Un marché d'exploitation de chauffage de type P2P3PFI a été conclu en 2013 et comprend la maintenance des installations (prestations P2) et le renouvellement des installations de chauffage (prestations P3) des Etablissements publics locaux d'enseignement (E.P.L.E) de la Région Ile-de-France.

Un premier marché n°1200411 a été attribué lors de la CAO du 05 juillet 2013 pour une durée de 9 ans et un second marché n°1400463 a été attribué sur 7 ans lors de la CAO du 22 mai 2015. Prolongés d'une année par avenant, ils s'achèveront le 30 juin 2023. Les prix du marché étant révisable annuellement, une augmentation mécanique des montants payés aux prestataires est observée.

Le présent rapport a donc pour objet d'affecter une autorisation de programme pour les EPLE de **4 000 000 €** sur le chapitre 902, programme HP222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics », action 12200104 « Rénovation des lycées publics », du budget 2023 (en annexe 1 de la délibération).

## 4. Affectation au titre de la convention cadre de prestations intégrées relative aux travaux de maintenance dans les EPLE franciliens avec Ile de France Construction Durable

Par la délibération n° CP 2019-085 du 24 janvier 2019, le pôle lycées a défini une nouvelle stratégie de maintenance permettant de renforcer la part de la maintenance préventive et de cibler l'investissement sur les priorités de la région : la sécurité, l'amélioration du bâti, la rénovation des locaux d'hygiène (demi-pensions, sanitaires, locaux des agents des lycées). Pour atteindre ces objectifs, mais aussi pour sécuriser les opérations, il est apparu nécessaire de diminuer fortement le mécanisme de dotations pour les travaux de maintenance.

Le montant à affecter en 2023 est de **4 801 000,00 €** pour les surcouts des programmes 2019, 2020 et 2021, disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-002 « Travaux de maintenance et de grosses réparations dans les lycées publics », action (12200201) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2023 (en annexe 4 à la délibération).

## 5. Complément d'affectations pour l'amélioration des espaces sanitaires dans divers EPLE franciliens

En 2017, la région a réalisé un diagnostic de vétusté pour chacun des 2 500 bâtiments du parc des lycées franciliens. Sur la base de cette évaluation, plusieurs rubriques d'intervention ont été identifiées, en particulier concernant les enjeux de sécurité – sureté, d'hygiène et de clos couvert –

structure.

Etant donné la vétusté constatée, par exemple, sur les blocs sanitaires, vestiaires, et douches des établissements, et au vu de la demande exprimée par les lycées, la région Île-de-France a décidé d'affecter un budget dédié aux gros travaux de rénovation, en complément des affectations annuelles consacrées à la maintenance.

Une convention de mandat, liant la région à Ile-de-France Construction Durable, porte sur la réalisation d'opérations d'amélioration des espaces sanitaires de divers EPLE franciliens, sur la base d'un programme, votée par délibération n° CR 2019-074 du 22 novembre 2019. A ce titre, 40 000 000 € ont été affectés sur le programme HP222-005 (122005) « Grosses réparation dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics », code fonctionnel 222 « Lycées publics » disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », du budget 2019.

Suite aux aléas et modifications de programmes, il est proposé d'affecter un complément pour un montant de **5 000 000,00 €**, disponible sur le programme HP222-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics », action (12200201) « Grosses réparations dans les lycées publics », code fonctionnel 222 « Lycées publics » chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle », du budget 2023 (en annexe 5 à la présente délibération).

## **6. Affectation au titre de la nouvelle convention de mandat Clos Couvert Structure**

Dès 2017 la direction du patrimoine et de la maintenance de la Région Île-de-France réalise un diagnostic de vétusté pour chacun des 2 500 bâtiments du parc des 465 lycées franciliens ce qui permet d'en établir les besoins en maintenance selon 7 familles : sécurité – sureté ; hygiène ; clos-couvert – structure ; installations techniques ; usages – espaces intérieurs ; réseaux ; espaces extérieurs.

En découle l'adoption d'un Plan Pluriannuel de Maintenance (PPM) voté par délibération CR 2017-59 du 08 mars 2017 permettant de hiérarchiser et planifier les actions de maintenance préventive sur les paramètres prioritaires et notamment les trois premières familles d'intervention « sécurité – sureté » ; « hygiène » ; « clos couvert – structure ».

Compte-tenu du niveau de vétusté et de dégradation des sous-familles « façades, structures », « charpente, couverture, étanchéité y compris descente EP », « menuiseries extérieures » de la famille « clos-couvert-structure », et des demandes exprimées par les lycées, la Région Île-de-France a décidé d'affecter un budget de 30 000 000€ dédié aux gros travaux de rénovation et modernisation, en complément des affectations annuelles consacrées à la maintenance.

Suite à l'établissement de la convention de mandat, établie avec Ile de France Construction Durable, jointe en annexe 7, que je vous demande d'approuver et de m'autoriser à signer, il est proposé d'affecter un montant de **28 243 222,11 €** intégrant la rémunération mandataire à hauteur de 2 019 222,11 €, disponible sur le programme HP222-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics », action (12200201) « Grosses réparations dans les lycées publics », code fonctionnel 222 « Lycées publics » chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle », du budget 2023 (en annexe 6 à la présente délibération).

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional**

**d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## PROJET DE DÉLIBÉRATION

### DU 25 JANVIER 2023

#### TRAVAUX DANS LES EPLE - 1ER RAPPORT DE L'ANNÉE 2023 - BUDGET 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** le code de l'éducation ;

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**VU** la délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 « relative à la mise en place du bouclier de sécurité » ;

**VU** la délibération n° CR 2017-59 du 8 mars 2017 relative au « Plan d'urgence pour les lycées franciliens – des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 » ;

**VU** la délibération n° CP 2019-085 du 24 janvier 2019 relative à « la convention cadre de prestations intégrées relative aux travaux de maintenance dans les EPLE franciliens » ;

**VU** la délibération n° CR 2019-074 du 22 novembre 2019 relative à « l'amélioration des espaces sanitaires dans divers EPLE franciliens » ;

**VU** la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa *Présidente ou son Président* ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et au règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission des lycées ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-051 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

#### **Article 1 :**

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 1 de la présente délibération, un montant d'autorisations de programme de **54 000 000,00 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics », action

(12200104) « Rénovation des lycées publics » du budget 2023.

**Article 2 :**

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **5 600 000 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics », action (12200105) « Bâtiments démontables » du budget 2023.

**Article 3 :**

Décide d'affecter, conformément aux tableaux joints en annexes 2 de la présente délibération, un montant d'autorisations de programme de **31 789 021,90 €** dont 1 000 000 € d'affectation provisionnelle, disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics », action (12200201) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2023.

**Article 4 :**

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 2 de la présente délibération, un montant d'autorisation de programme de **1 537 317,30 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics », action (12200203) « Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics » du budget 2023.

**Article 5 :**

Subordonne le versement des dotations objet de l'annexe 2 à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2020-446 du 18 novembre 2020 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

**Article 6 :**

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisation de programme de **1 000 000 €** à titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics », action (12200204) « Fonds d'urgence » du budget 2023.

**Article 7 :**

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération, un montant d'autorisation de programme de **4 801 000,00 €** au titre de la convention cadre de prestations intégrées disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-002 « Travaux de



maintenance et grosses réparations dans les lycées publics », action (12200201) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2023.

**Article 8 :**

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 5 de la délibération, un montant d'autorisation de programme de **5 000 000,00 €** au titre de la convention cadre pour l'amélioration des espaces sanitaires disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics », action (12200201) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2023.

**Article 9 :**

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 6 de la délibération, un montant d'autorisation de programme de **28 243 222,11 €** au titre de la convention cadre Clos Couvert Structure disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics », action (12200201) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2023.

**Article 10 :**

Décide d'approuver la convention de mandat relative aux opérations de rénovation, modernisation, réhabilitation du clos-couvert structure des lycées franciliens, figurant en annexe 7, et autorise la Présidente à la signer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 et 2 : Affectations marchés et dotations**

## Annexe n° : 1

### Budget 2023 Chapitre 902

#### HP222-001 Opérations travaux dans les lycées publics

| Dept | Commune | Etablissement          | Code UAI | Objet intervention   | Action   | Nature | Montant       |
|------|---------|------------------------|----------|--|----------|--------|---------------|
|      |         | REGION                 | 99       | 2022-ACCESSIBILITÉ HANDICAP CONV 13 MAN HAN 02   | 12200104 | 238    | 10 000 000,00 |
|      |         | REGION                 | 99       | 2022-AFFECTATIONS 2023 BÂTIMENTS DÉMONTABLES   | 12200105 | 21351  | 3 000 000,00  |
|      |         | REGION                 | 99       | 2022-AFFECTATIONS 2023 P2P3PFI   | 12200104 | 238    | 4 000 000,00  |
|      |         | REGION                 | 99       | 2022-TRAVAUX RÉNOVATION THERMIQUE 4<br>ÉTABLISSEMENTS : J PRÉVERT TAVERNY 95/ G DE<br>NERVAL LUZARCHES 95/ C CLAUDEL VITRY SUR SEINE<br>94/ P LANGEVIN STE GENEVIEVE DES BOIS 91 | 12200104 | 2313   | 40 000 000,00 |
| 95   | FOSES   | CHARLES-<br>BAUDELAIRE | 0951727L | 2022-MS - BD-CONSTRUCTION D'UN BD 8 CLASSES  | 12200105 | 21351  | 2 600 000,00  |

Total Annexe n° : 1 59 600 000,00

#### Dont

Bâtiments démontables (12200105) 5 600 000,00

Rénovation des lycées publics (12200104) 54 000 000,00

en Avances sur commandes d'immobilisations corporelles ( 238 ) 14 000 000,00

en Constructions ( 2313 ) 40 000 000,00

## Annexe n° : 2

### Budget 2023 Chapitre 902

#### HP222-002 Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées p

| Dept | Commune                 | Etablissement                 | Code UAI | Objet intervention  | Action   | Nature | Montant       |
|------|-------------------------|-------------------------------|----------|---|----------|--------|---------------|
|      |                         | REGION                        | 99       | 2022-AFFECTATION PROVISIONNELLE 2023 DPM  | 12200201 | 2313   | 1 000 000,00  |
|      |                         | REGION                        | 99       | 2022-AFFECTATIONS 2023 ACCORDS CADRES TRAVAUX DPM   | 12200201 | 2313   | 15 000 000,00 |
|      |                         | REGION                        | 99       | 2022-COMPLÉMENT MS GÉNIE CLIMATIQUE LOT1 REMPLACEMENT DES PRODUCTIONS THERMIQUES IRREPARABLES (CHAUFFAGE ET ECS) complément de l'opération 22B047122200539774     | 12200201 | 2313   | 100 333,90    |
| 75   | PARIS 06EME             | FÉNELON                       | 0750660K | 2022-REMPLACEMENT DE DEUX PORTES DE SORTIE DE SECOURS EN VERRE DANS L'AQUARIUM  | 12200203 | 236    | 10 000,00     |
| 75   | PARIS 12EME             | ELISA-LEMONNIER               | 0750677D | 2022-REMPLACEMENT DES AMPOULES DES CIRCULATIONS DES 1ER ET 2È ÉTAGE PAR DES ÉCLAIRAGES EN LED   | 12200203 | 236    | 25 759,44     |
| 75   | PARIS 13EME             | PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB | 0750685M | 2022-LEVÉE DES RÉSERVES DANS LES RAPPORTS ANNUELS DE CONTRÔLE RÉGLEMENTAIRE   | 12200203 | 236    | 100 000,00    |
| 75   | PARIS 13EME             | PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB | 0750685M | 2022-REMPLACEMENT DES ÉCLAIRAGES NÉON PAR DES PAVÉS À LED   | 12200203 | 236    | 29 230,00     |
| 75   | PARIS 13EME             | PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB | 0750685M | 2022-TRAVAUX DE RAVALEMENT DES FAÇADES DES DEUX BÂTIMENTS DE LOGEMENTS  | 12200201 | 2313   | 950 000,00    |
| 75   | PARIS 18EME             | EDMOND-ROSTAND                | 0750800M | 2022-RÉFECTION DES SOLS DES CIRCULATIONS DU 2ÈME ET 3ÈME ÉTAGE EN SOL COULÉ.  | 12200203 | 236    | 65 000,00     |
| 75   | PARIS 19EME             | ALEMBERT (D')                 | 0750650Z | 2022-LEVÉE RÉSERVE SSI RAPPORT ANNUEL ET TRIENNAL   | 12200203 | 236    | 16 512,00     |
| 77   | BRIE-COMTE-ROBERT       | BLAISE-PASCAL                 | 0772230F | 2022-TRAVAUX DE RÉPARATION DE L'ASCENSEUR: LIMITEUR DE VITESSE, CÂBLE ET POULIE TENDEUSE  | 12200203 | 236    | 4 442,00      |
| 77   | LONGPERRIER             | CHARLES-DE-GAULLE             | 0772228D | 2022-TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS DE CUISINE (CRÉATION TRAPPES)  | 12200203 | 236    | 10 000,00     |
| 77   | MONTEREAU-FAULT-YONNE   | FLORA-TRISTAN                 | 0772312V | 2022-RÉNOVATION MURAL DES SALLES DE MODES   | 12200203 | 236    | 2 616,00      |
| 77   | PROVINS                 | PANNEVELLES (LES)             | 0771336J | 2022-RÉNOVATION DES ALLÉES BÂTIMENTS ATELIERS, A, B, C ET LOGEMENTS DE FONCTION   | 12200203 | 236    | 4 000,00      |
| 77   | ROISSY-EN-BRIE          | CHARLES-LE-CHAUVE             | 0771763Y | 2022- REMPLACEMENT PORTE ET SYSTÈME HYDRAULIQUE ASCENSEUR ÉLÈVES BÂTIMENT A   | 12200203 | 236    | 11 128,00     |
| 78   | AUBERGENVILLE           | VINCENT-VAN-GOGH              | 0781859X | 2022-COMPLÉMENT -REFECTION CENTRALE ET SYSTÈME SSI complément de l'opération 22B026722200539434   | 12200201 | 2313   | 67 688,00     |
| 78   | CONFLANS-SAINT-HONORINE | BATELLERIE (LA)               | 0780486E | 2022-MISE EN SÉCURITÉ DE LA FALAISE VIA AC TCE COUVERTURE (RÉFECTION JOINTS, CONSOLIDATION PARTIE DE LA STRUCTURE, MISE EN PLACE FILETS)                          | 12200201 | 2313   | 200 000,00    |
| 78   | GUYANCOURT              | VILLARROY (DE)                | 0781949V | 2022-MISE EN SÉCURITÉ DE VÉGÉTAUX DU PARC ET ABATTAGES D'ARBRES SUITE RAPPORT PHYTOSANITAIRE.   | 12200203 | 236    | 16 000,00     |
| 78   | LA BOISSIERE-ECOLE      | HERIOT                        | 0783213U | 2022-MS - TRAVAUX DE RÉNOVATION DU SSI - BATIMENT CHÂTEAU (AVEC INTERNAT)   | 12200201 | 2313   | 40 000,00     |
| 78   | LA QUEUE-LES-YVELINES   | JEAN-MONNET                   | 0781839A | 2022-REMPLACEMENT DES CELLULES DU POSTE HAUTE-TENSION   | 12200203 | 236    | 25 000,00     |
| 78   | LA VERRIERE             | ERP LA-VERRIERE               | 0783259U | 2022-COMPLÉMENT OPÉRATION SURCHAUFFE SALLES DE CLASSES complément de l'opération 22B006822200538605   | 12200201 | 2313   | 97 000,00     |
| 78   | LA VERRIERE             | ERP LA-VERRIERE               | 0783259U | 2022-MS - TRAVAUX DE RÉNOVATION DU SSI (AVEC INTERNAT) - BÂTIMENT PRINCIPAL   | 12200201 | 2313   | 350 000,00    |
| 78   | LE CHESNAY-ROQUENCOURT  | JEAN-MOULIN                   | 0782602E | 2022-TRAVAUX DE REMISE AUX NORMES DU SSI (DEFAULT D ALARME) DU BATIMENT PRINCIPAL   | 12200203 | 236    | 4 893,00      |
| 78   | LES MUREAUX             | FRANCOIS-VILLON               | 0780422K | 2022-ETUDES POUR DES TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DES ZONES DES PRÉPARATIONS CHAUDES ET FROIDES + DES ESPACES DE RÉSERVES + CRÉATION D'UN LOCAL POUBELLES EXTÉRIEUR | 12200201 | 2031   | 110 000,00    |
| 78   | LES MUREAUX             | FRANCOIS-VILLON               | 0780422K | 2022-ETUDES REMPLACEMENT DU POSTE HAUTE-TENSION + RÉHAUSSEMENT ( HORS NIVEAU INONDATION)  | 12200201 | 2031   | 15 000,00     |
| 78   | LES MUREAUX             | VAUCANSON                     | 0781984H | 2022-COMPLÉMENT MAPA OPÉRATION RÉNOVATION TOITURES/TERRASSES DP PHASE 2/2 : TRAVAUX   | 12200201 | 2313   | 30 000,00     |
| 78   | LE VESINET              | ALAIN                         | 0782568T | 2022-COMPLÉMENT OPÉRATION REMPLACEMENT DE 2 CTA SIMPLE FLUX RÉSEAUX CLASSES complément de l'opération 22B006822200538604  | 12200201 | 2313   | 61 000,00     |
| 78   | MANTES-LA-JOLIE         | JEAN-ROSTAND                  | 0782540M | 2022-OPÉRATION DE RÉNOVATION PHASE 2 (RÉNOVATION INTÉRIEURE DU GYMNASÉ) complément de l'opération 22B047122200539848  | 12200201 | 2313   | 1 900 000,00  |
| 78   | MANTES-LA-JOLIE         | SAINT-EXUPÉRY                 | 0782539L | 2022-COMPLÉMENT - REMISE EN ÉTAT DU SSI complément de l'opération 22B026722200539435  | 12200201 | 2313   | 20 000,00     |
| 78   | MARLY-LE-ROI            | LOUIS-DE-BROGLIE              | 0781861Z | 2022-MISE EN CONFORMITÉ DES 3 ASCENSEURS ET LEVEES DE RESERVES 3 ASCENSEURS   | 12200203 | 236    | 107 907,00    |
| 78   | MONTIGNY-LE-BRETONEUX   | DESCARTES                     | 0781512V | 2022-MS- TRAVAUX DE RÉNOVATION DU SSI BATIMENT PRINCIPAL  | 12200201 | 2313   | 100 000,00    |

## Annexe n° : 2

### Budget 2023 Chapitre 902

#### HP222-002 Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées p

| Dept | Commune                 | Etablissement                                | Code UAI | Objet intervention   | Action   | Nature | Montant      |
|------|-------------------------|--|----------|--|----------|--------|--------------|
| 78   | POISSY                  | ADRIENNE-BOLLAND                             | 0781983G | 2022-REMISE EN ETAT DU SUPRESSEUR RIA (RESEAU INCENDIE ARMÉ) ET DES CANALISATIONS EN SOUS SOL  | 12200203 | 236    | 50 850,00    |
| 78   | POISSY                  | ADRIENNE-BOLLAND                             | 0781983G | 2022-REMISE EN ETATS PORTES CF (COUPE FEU) - TRAVAUX SUR DÉCLENCHEURS MANUELS - CÂBLAGES SYSTÈME INCENDIE - FLASH SIRÈNE (NON AUDIBLE) - BATTERIES DES CENTRALES SSI RACCORDEMENTS   | 12200203 | 236    | 25 236,00    |
| 78   | PORCHEVILLE             | LAVOISIER                                    | 0781948U | 2022-ETUDES POUR LA MISE EN CONFORMITÉ DES AMÉNAGEMENTS RÉALISÉES DANS LES ATELIERS ET TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA PASSERELLE   | 12200201 | 2031   | 20 000,00    |
| 78   | RAMBOUILLET             | LOUIS-BASCAN                                 | 0782549X | 2022-COMPLÈMENT ETUDES POUR LA RÉNOVATION DE TERRASSES complément de l'opération 19B028322200534712  | 12200201 | 2031   | 150 000,00   |
| 78   | RAMBOUILLET             | LOUIS-BASCAN                                 | 0782549X | 2022-MS - TRAVAUX DE RÉNOVATION DU SSI BATIMENT P  | 12200201 | 2313   | 180 000,00   |
| 78   | SAINT-CYR-L'ECOLE       | JEAN-PERRIN                                  | 0782593V | 2022-ETUDES POUR LE REMPLACEMENT DE LA RÉSILLE EN BOIS EN TOITURE (SUITE SINISTRE)   | 12200201 | 2031   | 50 000,00    |
| 78   | SAINT-GERMAIN-EN-LAYE   | AGRO-CAMPUS SAINT-GERMAIN-EN-LAYE-CHAMBOURCY | 0780004F | 2022-MISE EN PLACE DE PLAQUES DE PROTECTION MURALE   | 12200203 | 236    | 28 564,60    |
| 78   | SAINT-GERMAIN-EN-LAYE   | JEANNE-D'ALBRET                              | 0782132U | 2022-MS-REMPLACEMENT SSI SITE ROBY - INTERNAT  | 12200201 | 2313   | 300 000,00   |
| 78   | VERSAILLES              | JULES-FERRY                                  | 0782565P | 2022-MAPA-TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA TOITURE (BÂTIMENT 600)   | 12200201 | 2313   | 230 000,00   |
| 78   | VERSAILLES              | JULES-FERRY                                  | 0782565P | 2022-MS-MISE EN CONFORMITÉ DU DÉSENFUMAGE DES DEUX ESCALIERS (BÂTIMENT DES 600).   | 12200201 | 2313   | 40 000,00    |
| 78   | VERSAILLES              | LA-BRUYÈRE                                   | 0782563M | 2022-REPARATIONS ET MISE EN CONFORMITÉS DES ASCENSEURS BAT A,S, INTERNAT ET RESTAURATION SUITE AU CONTRÔLE TECHNIQUE   | 12200203 | 236    | 50 000,00    |
| 78   | VILLIERS-SAINT-FREDERIC | VIOLLET-LE-DUC                               | 0782587N | 2022-DPE - RÉNOVATION DE LA CUISINE ET DEMI-PENSION  | 12200201 | 2031   | 30 000,00    |
| 78   | VILLIERS-SAINT-FREDERIC | VIOLLET-LE-DUC                               | 0782587N | 2022-REMPLACEMENT DES TÊTES DE DÉTECTION INCENDIE EN CUISINE PAR DES TÊTES ÉTANCHES.   | 12200203 | 236    | 9 906,00     |
| 91   | ARPAJON                 | PAUL-BELMONDO                                | 0910628N | 2022-REMPLACEMENT DE 27 EXTINCTEURS - BÂTIMENT PRINCIPAL   | 12200203 | 236    | 2 310,00     |
| 91   | ARPAJON                 | RENÉ-CASSIN                                  | 0911632E | 2022-REMPLACEMENT DE 34 EXTINCTEURS SUR L'ENSEMBLE DES BÂTIMENTS   | 12200203 | 236    | 3 600,00     |
| 91   | ETIOLLES                | CHÂTEAU-DES-COUDRAIES                        | 0910629P | 2022-MISE EN PEINTURE PAR OP INTERNAT 64 CHAMBRES, COULOIR INTERNAT, ALLÉES DE CLASSES GÉNÉRALES 12 SALLES, ÉCLAIRAGE COULOIR BÂTIMENTS B-C-D ET F, FAUX PLAFOND DES CUISINES DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL, RÉNOVATION DU F2 PROPOSÉ EN COP, ÉCLAIRAGE COULOIRS TECHNIQUES ÉTANCHE ET ANTI-VANDALE            | 12200203 | 236    | 25 000,00    |
| 91   | ETIOLLES                | CHÂTEAU-DES-COUDRAIES                        | 0910629P | 2022-REMPLACEMENT DE 89 BLOCS DE SECOURS, DE BLOCS D'AMBIANCE ET SIGNALÉTIQUE  | 12200203 | 236    | 20 626,82    |
| 91   | EVRY-COURCOURONNES      | AUGUSTE-PERRET                               | 0911343R | 2022-REMPLACEMENT DE 28 EXTINCTEURS  | 12200203 | 236    | 5 263,85     |
| 91   | LONGJUMEAU              | JEAN-PERRIN                                  | 0910715H | 2022-TRAVAUX SUR LE POSTE HAUTE TENSION  | 12200203 | 236    | 5 232,00     |
| 91   | MASSY                   | FUSTEL-DE-COULANGES                          | 0910687C | 2022-ALIGNEMENT DES GUIDES CABINE DE L'ASCENSEUR PMR LOGEMENT  | 12200203 | 236    | 762,00       |
| 91   | MASSY                   | FUSTEL-DE-COULANGES                          | 0910687C | 2022-REMPLACEMENT DE LA CELLULE TOUTE HAUTEUR DE L'ASCENSEUR DE L'ÉTABLISSEMENT  | 12200203 | 236    | 1 488,00     |
| 91   | MONTGERON               | ROSA-PARKS                                   | 0910625K | 2022-REMPLACEMENT DE 10 VITRES VANDALISÉE BÂTIMENT N, R ET J   | 12200203 | 236    | 8 590,00     |
| 91   | QUINCY-SOUS-SENART      | LES-FRÈRES-MOREAU                            | 0911493D | 2022-MOD : COMPLÈMENT POUR LA RÉFECTION DES TOITURES DU LYCÉE ET DES LOGEMENTS DE FONCTIONS complément de l'opération 20B002522200536281   | 12200201 | 2313   | 350 000,00   |
| 92   | ANTONY                  | DESCARTES                                    | 0920130S | 2022-RÉFECTION DE LOGEMENTS :<br>- GESTIONNAIRE (NUMÉRO OGIL 4372)<br>- PROVISEUR-ADJOINT (NUMÉRO OGIL 4371)<br>- ADJOINT-GESTIONNAIRE (NUMÉRO OGIL 4380)<br>- LOGEMENT OP (NUMÉRO OGIL 4379)<br>- LOGEMENT ASSISTANTS DE LANGUES (NUMÉROS 4382)<br>- LOGEMENT NUMÉRO OGIL 11379<br>- LOGEMENT NUMÉRO OGIL 11382 | 12200201 | 2313   | 210 000,00   |
| 92   | ANTONY                  | THÉODORE-MONOD                               | 0921676X | 2022-MS-REMPLACEMENT DES PLAFONDS SUSPENDUS AVEC MISE EN PLACE DE LUMINAIRES À LEDS ET PEINTURE DES CIRCULATIONS ET SALLES DE CLASSES  | 12200201 | 2313   | 250 000,00   |
| 92   | ASNIERES-SUR-SEINE      | PRONY (DE)                                   | 0920150N | 2022-TRAVAUX DE REMISE À NIVEAU PORTES CF - TRAVAUX DE REMISE À NIVEAU DU SSI  | 12200203 | 236    | 14 561,40    |
| 92   | BAGNEUX                 | LEONARD-DE-VINCI                             | 0920680P | 2022-TRAVAUX FOURNITURE ET POSE AU REMPLACEMENT DES FILMS SOLAIRES SUR LA FAÇADE HENRI BARBUSSE (12 SALLES DE CLASSE)  | 12200203 | 236    | 38 000,00    |
| 92   | CHATENAY-MALABRY        | EMMANUEL-MOUNIER                             | 0920135X | 2022-RÉNOVATION DU PLATEAU SPORTIF EXTÉRIEUR, DES DEUX GYMNASES ET DE LA SALLE DE MUSCULATION (BÂT C)  | 12200201 | 2313   | 2 200 000,00 |
| 92   | CLICHY                  | RENÉ-AUFFRAY                                 | 0922149L | 2022-MISE EN CONFORMITÉ DES 5 ASCENSEURS   | 12200203 | 236    | 13 595,80    |

## Annexe n° : 2

### Budget 2023 Chapitre 902

#### HP222-002 Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées p

| Dept | Commune               | Etablissement                         | Code UAI | Objet intervention  | Action   | Nature | Montant    |
|------|-----------------------|---------------------------------------|----------|---|----------|--------|------------|
| 92   | CLICHY                | RENÉ-AUFFRAY                          | 0922149L | 2022-RÉHABILITATION DES CHAMBRES PÉDAGOGIQUES DE L'HÔTEL D'APPLICATION  | 12200201 | 2313   | 600 000,00 |
| 92   | CLICHY                | RENÉ-AUFFRAY                          | 0922149L | 2022-REMPLACEMENT HOTTE CUISINE PÉDAGOGIQUE N°5   | 12200203 | 236    | 10 492,68  |
| 92   | COURBEVOIE            | PAUL-LAPIE                            | 0920138A | 2022-MISE EN CONFORMITÉ DE DEUX ASCENSEURS ET D'UN MONTE-CHARGE.  | 12200203 | 236    | 45 621,24  |
| 92   | GARCHES               | JEAN-MONNET                           | 0920810F | 2022-ETUDES - RÉFECTION DES COLONNES MONTANTES DE L'ÉTABLISSEMENT (COMPRIS PARTIE COMMUNES)   | 12200201 | 2031   | 60 000,00  |
| 92   | GARCHES               | JEAN-MONNET                           | 0920810F | 2022-MS-TRAVAUX REMPLACEMENT DU SSI   | 12200201 | 2313   | 500 000,00 |
| 92   | LEVALLOIS-PERRET      | LEONARD-DE-VINCI                      | 0921230M | 2022-REMPLACEMENT DE 14 EXTINCTEURS   | 12200203 | 236    | 3 654,98   |
| 92   | LEVALLOIS-PERRET      | LEONARD-DE-VINCI                      | 0921230M | 2022-REMPLACEMENT DE 35 BAES  | 12200203 | 236    | 8 114,40   |
| 92   | MONTRouGE             | JEAN-MONNET                           | 0920164D | 2022-MS-TRAVAUX REMPLACEMENT DU SSI   | 12200201 | 2313   | 480 000,00 |
| 92   | MONTRouGE             | JEAN-MONNET                           | 0920164D | 2022-REMPLACEMENT DE 28 EXTINCTEURS ET AFFICHAGES RÉGLEMENTAIRES  | 12200203 | 236    | 6 100,00   |
| 92   | MONTRouGE             | MAURICE-GENEVOIX                      | 0921399W | 2022-MISE EN CONFORMITÉ DE L'ASCENSEUR LEVÉE OBS SUITE CT   | 12200203 | 236    | 5 400,00   |
| 92   | NANTERRE              | CLAUDE-CHAPPE                         | 0921626T | 2022-MAPA-REMPLACEMENT CANALISATIONS D'ÉVACUATION AMIANTÉES EN VIDE SANITAIRES  | 12200201 | 2313   | 500 000,00 |
| 92   | NANTERRE              | CLAUDE-CHAPPE                         | 0921626T | 2022-REMPLACEMENT DM (DÉCLENCHEURS MARNUELS) + BANDEAUX PORTE COUPE-FEU+MOTEUR PORTAIL LOGEMENTS  | 12200203 | 236    | 42 258,79  |
| 92   | SAINT-CLOUD           | ALEXANDRE-DUMAS                       | 0920801W | 2022-MS-TRAVAUX DE DÉSENFUMAGE DE LA SALLE À MANGER ET MISE EN CONFORMITÉ DES PASSAGES DE CÂBLE DANS LE PARC DE STATIONNEMENT SOUTERRAIN.                 | 12200201 | 2313   | 150 000,00 |
| 92   | SURESNES              | PAUL-LANGEVIN                         | 0920147K | 2022-ETUDES-ISOLEMENT DES GARAGES DES LOGEMENTS DE FONCTION (TRAVAUX DE SÉCURITÉ INCENDIE)  | 12200201 | 2031   | 8 000,00   |
| 92   | SURESNES              | PAUL-LANGEVIN                         | 0920147K | 2022-TRAVAUX - ISOLEMENT DES GARAGES DES LOGEMENTS DE FONCTION (TRAVAUX DE SÉCURITÉ INCENDIE)   | 12200201 | 2313   | 80 000,00  |
| 92   | VILLENEUVE-LA-GARENNE | CHARLES-PETIET                        | 0922277A | 2022-TRAVAUX DE SSI (REMPLACEMENT SIRÈNES)  | 12200203 | 236    | 2 580,00   |
| 92   | VILLENEUVE-LA-GARENNE | MICHEL-ANGE                           | 0921594H | 2022-DPE POUR LE REMPLACEMENT DES MENUISERIES EXTÉRIEURES BOIS (FENÊTRES ET PORTES)   | 12200201 | 2031   | 20 000,00  |
| 93   | AUBERVILLIERS         | JEAN-PIERRE-TIMBAUD                   | 0931024H | 2022-REMPLACEMENT DE 89 RIDEAUX DANS 22 SALLES BÂTIMENT B   | 12200203 | 236    | 28 500,00  |
| 93   | AUBERVILLIERS         | LE-CORBUSIER                          | 0930117X | 2022-REMPLACEMENT DE 116 EXTINCTEURS MOBILES PORTATIFS RÉFORMÉS   | 12200203 | 236    | 10 414,40  |
| 93   | LA COURNEUVE          | ARTHUR-RIMBAUD                        | 0931738J | 2022-MOD : TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT SALLE DES PROFESSEURS ET LOCAL REPROGRAPHIE   | 12200201 | 2313   | 180 000,00 |
| 93   | LA COURNEUVE          | DENIS-PAPIN                           | 0930128J | 2022-MOD: ÉTUDES COUVERTURE ET SHED DU BÂTIMENT A   | 12200201 | 2031   | 50 000,00  |
| 93   | LA COURNEUVE          | DENIS-PAPIN                           | 0930128J | 2022-RÉFECTION TOTAL LOGEMENTS PROVISEUR ADJOINT ET FONDÉE DE POUVOIR PAR LES EMOP  | 12200203 | 236    | 16 000,00  |
| 93   | LA COURNEUVE          | JACQUES-BREL                          | 0931430Z | 2022-MOD: MARCHÉ MULTISITE RÉFECTION SALLES DE CLASSES (SOL, MUR, PLAFOND ET ÉCLAIRAGE)   | 12200201 | 2313   | 300 000,00 |
| 93   | LA COURNEUVE          | JACQUES-BREL                          | 0931430Z | 2022-REMPLACEMENT EXUTOIRE DÉSENFUMAGE SELON PRÉSCRIPTION DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ PRÈS DES SALLES B1, B3, 108 ET 112                       | 12200203 | 236    | 5 098,00   |
| 93   | LA COURNEUVE          | JACQUES-BREL                          | 0931430Z | 2022-TRAVAUX DE RÉDUCTION D'ÉPAUFURES BÉTON SUR BÂTIMENT LYCÉE  | 12200203 | 236    | 22 068,00  |
| 93   | LE BLANC-MESNIL       | ARISTIDE-BRIAND                       | 0930831Y | 2022-REMPLACEMENT DES BAES DU LYCÉE   | 12200203 | 236    | 13 602,00  |
| 93   | NEUILLY-SUR-MARNE     | NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT                 | 0932291K | 2022-TRAVAUX DE MISE EN PLACE DE SERRURES ÉLECTRONIQUES DANS LES LOCAUX DU BÂTIMENT B ATELIERS MÉCANIQUES-CARROSSERIE AUTOMOBILE - 2ÈME ET DERNIÈRE PHASE | 12200203 | 236    | 10 000,00  |
| 93   | NOISY-LE-GRAND        | LYCEE INTERNATIONAL DE L'EST PARISIEN | 0932638M | 2022-TRAVAUX DE RÉPARATION DE 58 VOLETS ROULANTS SUR L'ENSEMBLE DU BÂTIMENT LYCÉE TOUS LES NIVEAUX  | 12200203 | 236    | 29 824,00  |
| 93   | SAINT-DENIS           | PAUL-ELUARD                           | 0930125F | 2022-MOD: MARCHÉ MULTISITE : RÉFECTION SALLES DE CLASSES (SOL, MUR, PLAFOND ET ÉCLAIRAGE)   | 12200201 | 2313   | 300 000,00 |
| 93   | SAINT-DENIS           | SUGER                                 | 0932121A | 2022-MISE EN PEINTURE PAR EMOP DES COULOIRS VÉTUSTES DE LA SEP DU BÂTIMENT A DU LYCÉE   | 12200203 | 236    | 16 000,00  |
| 93   | SAINT-DENIS           | SUGER                                 | 0932121A | 2022-MOD: MARCHÉ MULTI SITE RAFFRAICHISSEMENT SALLE DE CLASSE (PEINTURE SOL FAUX PLAFOND ÉCLAIRAGE)   | 12200201 | 2313   | 300 000,00 |
| 93   | STAINS                | MAURICE-UTRILLO                       | 0932030B | 2022-ISOLATION ET INSONORISATION DU CDI   | 12200203 | 236    | 6 341,00   |
| 93   | STAINS                | MAURICE-UTRILLO                       | 0932030B | 2022-REMPLACEMENT DU DISCONNECTEUR DÉFECTUEUX BÂTIMENT B  | 12200203 | 236    | 5 970,00   |
| 94   | ALFORTVILLE           | MAXIMILIEN-PERRET                     | 0940126B | 2022-REMPLACEMENT D'UNE SOURCE CENTRALE ET DE 290 BAES  | 12200203 | 236    | 74 715,00  |

## Annexe n° : 2

### Budget 2023 Chapitre 902

#### HP222-002 Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées p

| Dept | Commune                | Etablissement         | Code UAI | Objet intervention   | Action   | Nature | Montant      |
|------|------------------------|-----------------------|----------|--|----------|--------|--------------|
| 94   | CHARENTON-LE-PONT      | ROBERT-SCHUMAN        | 0941974K | 2022-ACHAT ET POSE DE FAUX-PLAFONDS ET CAILLEBOTIS (POSÉ PAR LE PERSONNEL DU LYCÉE)  | 12200203 | 236    | 6 900,00     |
| 94   | CHENNEVIERES-SUR-MARNE | SAMUEL-DE-CHAMPLAIN   | 0941470M | 2022-REPLACEMENT DES BLOCS DE SECOURS HS   | 12200203 | 236    | 6 806,00     |
| 94   | CRETEIL                | EDOUARD-BRANLY        | 0941018W | 2022-MOD: TRAVAUX DE RÉNOVATION DES SANITAIRES DE L'ÉTABLISSEMENT  | 12200201 | 2313   | 350 000,00   |
| 94   | CRETEIL                | SAINT-EXUPÉRY         | 0940114N | 2022-MOD: TRAVAUX DE COUVERTURE ET ÉTANCHÉITÉ  | 12200201 | 2313   | 300 000,00   |
| 94   | IVRY-SUR-SEINE         | FERNAND-LÉGER         | 0941972H | 2022-MOD: TRAVAUX DE COUVERTURE ET ÉTANCHÉITÉ  | 12200201 | 2313   | 1 100 000,00 |
| 94   | LE KREMLIN-BICETRE     | PIERRE-BROSSOLETTE    | 0941975L | 2022-MS: TRAVAUX DE RÉNOVATION DU SSI  | 12200201 | 2313   | 180 000,00   |
| 94   | LIMEIL-BREVANNES       | GUILAUME-BUDÉ         | 0940742W | 2022-MODIFICATION DE LA HOTTE D'ASPIRATION SUITE AU CHANGEMENT DE LA MACHINE DE PLONGE   | 12200203 | 236    | 23 663,00    |
| 94   | MAISONS-ALFORT         | EUGENE-DELACROIX      | 0940116R | 2022-RÉPARATION DE LA CLOISON MOBILE ALGAFLEX SUITE SINISTRE - SALLE DES COMMENSAUX (RÉFECTOIRE)   | 12200203 | 236    | 2 280,00     |
| 94   | NOGENT-SUR-MARNE       | LOUIS-ARMAND          | 0940118T | 2022-MOD: TRAVAUX DE COUVERTURE ET ÉTANCHÉITÉ  | 12200201 | 2313   | 600 000,00   |
| 94   | SAINT-MAUR-DES-FOSSES  | CONDORCET             | 0940122X | 2022-MS: TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU SSI  | 12200201 | 2313   | 260 000,00   |
| 94   | SAINT-MAUR-DES-FOSSES  | FRANCOIS-MANSART      | 0940585A | 2022-MOD: TRAVAUX DE COUVERTURE ET ÉTANCHÉITÉ  | 12200201 | 2313   | 600 000,00   |
| 94   | SUCY-EN-BRIE           | PARC-MONTALEAU        | 0942130E | 2022-REPLACEMENT DE 30 BAES. SUR LES BÂTIMENTS A, B ET C (INTERVENTION PERSONNEL TECHNIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT)   | 12200203 | 236    | 4 790,00     |
| 94   | VITRY-SUR-SEINE        | ADOLPHE-CHÉRIOUX      | 0941294W | 2022-MS: TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU SSI  | 12200201 | 2313   | 180 000,00   |
| 94   | VITRY-SUR-SEINE        | CAMILLE-CLAUDEL       | 0940145X | 2022-MOD: TRAVAUX DE COUVERTURE ET ÉTANCHÉITÉ  | 12200201 | 2313   | 500 000,00   |
| 94   | VITRY-SUR-SEINE        | CAMILLE-CLAUDEL       | 0940145X | 2022-SUITE À LA COMMISSION DE SÉCURITÉ DU 20/10/2022. RÉÉDITION DES PLANS DE SÉCURITÉ INCENDIE ET REMPLACEMENT DES EXTINCTEURS VÉTUSTES  | 12200203 | 236    | 5 626,64     |
| 94   | VITRY-SUR-SEINE        | CAMILLE-CLAUDEL       | 0940145X | 2022-SUITE À LA COMMISSION DE SÉCURITÉ LE 20 OCTOBRE 2022. REMPLACEMENT PLAQUE SIGNALÉTIQUE, REPÉRAGE ET IDENTIFICATION DU MATÉRIEL, RÉGLAGE ET MISE EN JEU DE LA PCF. DIAGNOSTIC ET DÉPANNAGE POSITION DE SÉCURITÉ ZF3. | 12200203 | 236    | 2 770,66     |
| 94   | VITRY-SUR-SEINE        | JEAN-MACÉ             | 0940129E | 2022-REPLACEMENT DE 3 CARTES RACK SUR LES 3 ASCENSEURS   | 12200203 | 236    | 32 097,00    |
| 95   | ARGENTEUIL             | JULIE-VICTOIRE-DAUBIE | 0950640E | 2022-CHANGEMENT DE NOMBREUX JOINTS SUR PORTES COUPE FEU (PCF) COMMISSION DE SÉCURITÉ (CCS) IMMINENTE.  | 12200203 | 236    | 2 050,00     |
| 95   | CHARS                  | VEXIN (DU)            | 0951282C | 2022-MS - REMPLACEMENT DU SSI  | 12200201 | 2313   | 140 000,00   |
| 95   | GARGES-LES-GONESSE     | ARTHUR-RIMBAUD        | 0951787B | 2022-ISOLATION PHONIQUE ENTREPÔT LOGISTIQUE, SALLE DE COURS ATTENANTE ET ATELIER CARROSSERIE SUIVANT PRÉCONISATIONS DE L'ÉTUDE ACOUSTIQUE.   | 12200203 | 236    | 220 426,80   |
| 95   | GARGES-LES-GONESSE     | ARTHUR-RIMBAUD        | 0951787B | 2022-MISE EN PEINTURE ET POSE DE PROTECTIONS MURALES DANS CIRCULATION BÂTIMENTS A ET B   | 12200203 | 236    | 69 345,60    |
| 95   | GARGES-LES-GONESSE     | ARTHUR-RIMBAUD        | 0951787B | 2022-RAVALEMENT PEINTURE COURSIVE EXTÉRIEURE PAR REMISE TRAITEMENT ET PEINTURE EN FAÇADE CÔTÉ SELF, BUREAU DDFP ET ACCUEIL.  | 12200203 | 236    | 8 998,00     |
| 95   | GARGES-LES-GONESSE     | ARTHUR-RIMBAUD        | 0951787B | 2022-RÉAMÉNAGEMENT ET RÉNOVATION DE LA SALLE DE SPORT  | 12200203 | 236    | 52 735,20    |

Total Annexe n° : 2

33 326 339,20

Dont

Grosses réparations dans les lycées publics (12200201)

31 789 021,90

en Constructions ( 2313 )

31 276 021,90

en Frais d'études ( 2031 )

513 000,00

Travaux de maintenance réalisés par les lycées (12200203)

1 537 317,30



## **Annexe 3 Fonds d'Urgence**

| Secteur                       | Chapitre | Sous fonction  | Fonction                     | Programme      | Type contrat  | Action  | Code service | Libellé service | Numéro de rapport | Dossier - Code | Dossier              | Montant proposé de la décision | Type d'opération - Code | Type d'opération - Libellé        | Type de décision | Année de l'enveloppe | Code de l'enveloppe |
|-------------------------------|----------|--|------------------------------|----------------|---|---|--------------|-----------------|-------------------|----------------|----------------------|--------------------------------|-------------------------|-----------------------------------|------------------|----------------------|---------------------|
| Total                         |          |  |                              |                |   |   |              |                 |                   |                |                      | 1 000 000,00                   |                         |                                   |                  |                      |                     |
| ESE - Enseignement secondaire |          |  |                              |                |   |   |              |                 |                   |                |                      | 1 000 000,00                   |                         |                                   |                  |                      |                     |
|                               | 902      | Enseignement, formation professionnelle et apprentissage |                              |                |   |   |              |                 |                   |                |                      | 1 000 000,00                   |                         |                                   |                  |                      |                     |
|                               |          | 22   | Enseignement du second degré |                |   |   |              |                 |                   |                |                      |                                | 1 000 000,00            |                                   |                  |                      |                     |
|                               |          |  | 222                          | Lycées publics |   |   |              |                 |                   |                |                      |                                |                         | 1 000 000,00                      |                  |                      |                     |
|                               |          |  |                              | 22002          | Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics |   |              |                 |                   |                |                      |                                |                         |                                   | 1 000 000,00     |                      |                     |
|                               |          |  |                              |                | 122002  | Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics |              |                 |                   |                |                      |                                |                         |                                   |                  |                      |                     |
|                               |          |  |                              |                |   | 12200204 - Fonds d'urgence  | 100          | LYCEES          | CP2023-051        | D2300073       | FONDS D'URGENCE 2023 | 1 000 000,00                   | OPROV                   | OPERATION GENERALE PROVISIONNELLE | Affectation      | 2 023                | HP222-002           |

## **Annexe 4 : Contrat de Prestations Intégrées**

## LISTE CPI19 AP complémentaire EPLE

(Hors impact d'éventuel dépollution amiante/plomb potentielle à venir ou demande complémentaire lors du dépôt des autorisations de travaux)

Annexe - CP Janv 2023

| TAB   | SUPPORT | DEP | EI       | VILLE                 | LYCEE          | TYPE                 | MTDC         | ALEAS AMIANTITRAVAUX | CP  | JUSTIFICATIFS             |
|-------|---------|-----|----------|-----------------------|----------------|----------------------|--------------|----------------------|-----|---------------------------|
| CPI19 | CPI19   |     | 91 91050 | ATHIS-MONS            | CLEMENT ADER   | Réno sans PMR        | 60 750,00 €  | 240 000,00 €         |     | 01/01/2023 Régularisation |
| CPI19 | CPI19   |     | 93       | AULNAY SOUS BJEAN ZAY |                | Rénovation d'une sal | 103 000,00 € | 0                    | - € | 01/01/2023                |
| CPI19 | CPI19   |     | 75 75240 | PARIS 10EME           | JULES SIEGFRIE | Réno avec PMR        | 145 000,00 € | 250 000,00 €         |     | 01/01/2023                |
| CPI19 | CPI19   |     | 78 78180 | PORCHEVILLE           | LAVOISIER      | Réno avec PMR        | 145 004,00 € | 350 000,00 €         |     | 01/01/2023                |
| CPI19 | CPI19   |     | 78 78025 | ACHERES               | LOUISE WEISS   | Réno sans PMR        | 201 535,08 € | 0                    |     | 01/01/2023                |
| CPI19 | CPI19   |     | 93       | NOISY LE SEC          | OLYMPÉ DE GOL  | Réno avec PMR        | 43 000,00 €  | 257 000,00 €         |     | 01/01/2023 Régularisation |
| CPI19 | CPI19   |     | 75 75010 | PARIS 03EME           | TURGOT         | Réno avec PMR        | 145 000,00 € | 765 000,00 €         |     | 01/01/2023 Régularisation |
|       |         |     |          |                       |                |                      |              | 1 862 000,00 €       |     |                           |

## LISTE CPI20 AP complémentaire EPLE

(Hors impact d'éventuel dépollution amiante/plomb potentielle à venir ou demande complémentaire lors du dépôt des autorisations de travaux)

Annexe - CP Janv 2023

| TAB   | SUPPORT | DEP | EI       | VILLE                           | LYCEE           | TYPE                 | MTDC         | ALEAS AMIANTITRAVAUX | CP | JUSTIFICATIFS             |
|-------|---------|-----|----------|---------------------------------|-----------------|----------------------|--------------|----------------------|----|---------------------------|
| CPI20 | CPI20   |     | 91       | ORSAY                           | BLAISE PASCAL   | Réfection de la zone | 185 000,00 € | 180 000,00 €         |    | 01/01/2023 actualisation  |
| CPI20 | CPI20   |     | 78       | 78255 SAINT GERMAIN CFA         | HORTICOLE       | Réno avec PMR        | 150 000,00 € | 550 000,00 €         |    | 01/01/2023 révisions      |
| CPI20 | CPI20   |     | 75       | BOIS COLOMBES                   | DANIEL BALAVOIR | Réno avec PMR        | 122 500,00 € | 155 000,00 €         |    | 01/01/2023 estimation     |
| CPI20 | CPI20   |     | 93 93262 | GAGNY                           | JEAN BAPTISTE   | (Réno avec PMR       | 135 000,00 € | 25 000,00 €          |    | 01/01/2023 initiale       |
| CPI20 | CPI20   |     | 95       | 95030 ARGENTEUIL                | JEAN-JAURES     | Réno avec PMR        | 150 000,00 € | 430 000,00 €         |    | 01/01/2023 Régularisation |
| CPI20 | CPI20   |     | 91 91290 | QUINCY                          | LES FRERES MOR  | Réno avec PMR        | 81 000,00 €  | 40 000,00 €          |    | 01/01/2023 estimation     |
| CPI20 | CPI20   |     | 78       | 78032 CARRIERES SUR LES PIERRES | VIVRÉ           | Réno avec PMR        | 85 000,00 €  | 50 000,00 €          |    | 01/01/2023 initiale       |
| CPI20 | CPI20   |     | 94 94280 | NOGENT SUR M                    | LOUIS ARMAND    | Réno avec PMR        | 150 000,00 € | 260 000,00 €         |    | 01/01/2023 supplémentaire |
| CPI20 | CPI20   |     | 94       | 94270 MAISON ALFORT             | PAUL BERT       | Ravalement extérieur | 60 000,00 €  | 215 000,00 €         |    | 01/01/2023 es             |
| CPI20 | CPI20   |     | 77 77140 | LAGNY                           | VAN DONGEN      | Réno avec PMR        | 130 000,00 € | 314 000,00 €         |    | 01/01/2023 Régularisation |
|       |         |     |          |                                 |                 |                      |              | 2 219 000,00 €       |    |                           |

## LISTE CPI21 AP complémentaire EPLE

(Hors impact d'éventuel dépollution amiante/plomb potentielle à venir ou demande complémentaire lors du dépôt des autorisations de travaux)

Annexe - CP Janv 2023

| TAB   | SUPPORT | DEP | EI | VILLE                 | LYCEE   | TYPE                 | MTDC         | ALEAS AMIANTITRAVAUX | CP           | JUSTIFICATIFS               |
|-------|---------|-----|----|-----------------------|---------|----------------------|--------------|----------------------|--------------|-----------------------------|
| CPI21 | CPI21   |     |    | tous                  | tous    | diagnostics plomb    | 60 000,00 €  | 60 000,00 €          |              |                             |
| CPI21 | CPI21   |     | 95 | BEAUMONT SURFRANCOISE | DOL     | désenfumage circula  | 235 000,00 € | 235 000,00 €         |              | nouvelle opération          |
| CPI21 | CPI21   |     | 95 | BEAUMONT SURFRANCOISE | DOLSSI  | - flash lumineux i   | 225 000,00 € | 225 000,00 €         |              | nouvelle opération          |
| CPI21 | CPI21   |     | 75 | 75230 PARIS 10EME     | COLBERT | Mise en sécurité des | 200 000,00 € | - €                  | 200 000,00 € | janv.-23 nouvelle opération |
|       |         |     |    |                       |         |                      |              | 720 000,00 €         |              |                             |

## **Annexe 5 : Plan Sanitaire EPLE**

# LISTE PLAN SANITAIRES AP complémentaire EPLE

(Hors impact d'éventuel dépollution amiante/plomb potentielle à venir ou demande complémentaire lors du dépôt des autorisations de travaux)

| TAB | SUPPCDEP | EI       | VILLE             | LYCEE                        | TYPE          | MTDC           | ALEAS AMIANTE PLC+/- VALUES TRAV/CP |                | JUSTIFICATIFS   |
|-----|----------|----------|-------------------|------------------------------|---------------|----------------|-------------------------------------|----------------|---|
|     |          | 75       | PARIS             | EDGAR QUINET                 | Réno avec PMR | 425 000,00 €   |                                     | 425 000,00 €   | 01/01/2023  |
| PS  | PS       | 91       | 91025 ARPAJON     | EDMOND MICHELET              | Réno avec PMR | 423 328,34 €   |                                     | 100 000,00 €   | Régularisation travaux<br>01/01/2023 supplémentaires                                  |
| PS  | PS       | 93       | 93570 VILLEMOMBLE | GEORGES CLEMENCEAU           | Réno sans PMR | 428 652,00 €   | 35 000,00 €                         | 35 000,00 €    | sous-estimation initiale et présence<br>01/01/2023 amiante plomb                      |
| PS  | PS       | 77       | 77260 NOISIEL     | GERARD DE NERVAL/SIMONE VEIL | Réno avec PMR | 642 978,00 €   | 205 000,00 €                        | 843 000,00 €   | sous-estimation initiale et présence<br>01/01/2023 amiante plomb                      |
| PS  | PS       | 77       | 77151 MEAUX       | HENRI MOISSAN                | Réno avec PMR | 500 094,00 €   |                                     | 50 000,00 €    | 01/01/2023 sous-estimation initiale   |
| PS  | PS       | 77       | MEAUX             | JEAN VILAR                   | Réno avec PMR | 257 191,20 €   | - €                                 | 65 000,00 €    | 01/01/2023 sous-estimation initiale   |
|     |          |          | MANTES            | JEAN ROSTAND                 | Réno avec PMR |                |                                     | 85 000,00 €    | 01/01/2023  |
|     |          | 77       | LONGJUMEAU        | JACQUES PREVERT              | Réno avec PMR |                |                                     | 17 000,00 €    | 01/01/2023  |
| PS  | PS       | 77N      | 77016 CHAMIGNY    | LEOPOLD BELLAN               | Réno avec PMR | 214 326,00 €   |                                     | 58 000,00 €    | 01/01/2023 travaux supplémentaires  |
| PS  | PS       | 91       | LES ULIS          | LESSOURIAU                   | Réno avec PMR | 285 768,00 €   | 253 000,00 €                        | 826 000,00 €   | des extensions de la zone de<br>relative à la présence d'amiante<br>01/01/2023 plomb. |
| PS  | PS       | 75 75460 | PARIS 13EME       | NICOLAS LOUIS VAUQUELIN      | Réno avec PMR | 420 875,70 €   |                                     | 483 000,00 €   | Régularisation compris<br>01/01/2023 remplacement/extension SSI                       |
|     |          |          | PARIS             | RACINE 1                     | Réno avec PMR | 75 000,00 €    |                                     | 75 000,00 €    | 01/01/2023  |
| PS  | PS       | 77       | 77265 NOISIEL     | RENE CASSIN/SIMONE VEIL      | Réno avec PMR | 728 708,40 €   |                                     | 321 000,00 €   | 01/01/2023 sous-estimation initiale   |
| PS  | PS       | 75       | PARIS 15EME       | ROGER VERLOMME               | Réno avec PMR | 932 479,73 €   | 35 000,00 €                         | 109 000,00 €   | sous-estimation initiale - en attente<br>01/01/2023 devis pour TS                     |
| PS  | PS       | 78       | MANTES            | ST EXUPERY                   | Réno avec PMR | 1 409 111,39 € |                                     | 421 000,00 €   | 01/01/2023 Travaux supplémentaires  |
| PS  | PS       | 77       | CHAILLY EN BRIE   | LA BRETONNIERE               | Réno avec PMR | 428 652,00 €   | - €                                 | 22 000,00 €    | Régularisation travaux<br>01/01/2023 supplémentaires                                  |
|     |          |          |                   |                              |               |                | 528 000,00 €                        | 3 935 000,00 € |   |

## **Annexe 6 : Clos Couvert Structure**

## TE PLAN CLOS COUVERT STRUCTURE AP EF

| IDENTITE LYCEE |                  |                   |          |                          |                       |     |             |                                      |                                |                                | OPERATION  |  |
|----------------|------------------|-------------------|----------|--------------------------|-----------------------|-----|-------------|--------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--|--|
| EI             | INGENIEUR        | TECHNICIEN        | PRIORITE | Commune                  | Lycée                 | CMR | Département | sous-famille                         | vétusté sous-famille concernée | priorisation STT sept-oct 2022 | Libellé de l'opération   | 26 224 000,00 €<br>opération ttc toutes dépenses |
| 93285          | FLORENT BONI     | ABDOOL RASSOOL    | P1       | LE RAINCY                | ALBERT SCHWEITZER     | non | 93          | Menuiseries extérieures              | 2                              | 2                              | Modernisation des menuiseries extérieures du bâtiment principal  | 4 000 000,00 €                                   |
| 93190          | FLORENT BONI     | ABDOOL RASSOOL    | P1       | CLICHY SOUS BOIS         | ALFRED NOBEL          | non | 93          | Menuiseries extérieures              | 3                              | 2                              | Modernisation des menuiseries extérieures du bâtiment principal  | 2 000 000,00 €                                   |
| 77310          | SAID ASMANI      | JULIEN DA GRACA   | P1       | THORIGNY SUR MARNE       | AUGUSTE PERDONNET     | non | 77          | étanchéité                           | 2                              | 1                              | Modernisation de l'étanchéité de la toiture terrasse du Batiment B (Ateliers)  | 400 000,00 €                                     |
| 77170          | SAID ASMANI      | MICHEL COURTIN    | P1       | MEAUX                    | CHARLES BAUDELAIRE    | non | 77          | Menuiseries extérieures              | 3                              | 1                              | Travaux de modernisation des menuiseries extérieures du 1er et deuxième étage  | 275 000,00 €                                     |
| 93295          | FLORENT BONI     | MOISE CHERY       | P1       | PAVILLONS SOUS BOIS      | CLAUDE NICOLAS LEDOUX | non | 93          | verrières (couverture)               | 3                              | 1                              | Modernisation des verrières des ateliers   | 1 500 000,00 €                                   |
| 93330          | FLORENT BONI     | THIERRY ZUATE     | P1       | MONTREUIL                | CONDORCET             | non | 93          | Menuiseries extérieures              | 1                              | 1                              | Modernisation des menuiseries extérieures du patio A et du bâtiment C  | 850 000,00 €                                     |
| 75180          | SAFAE LEGOU      | SOUEDE HAMID      |          | PARIS 9EME               | EDGAR QUINET          | non | 75          | étanchéité/couverture                | 1                              | 1                              | Réfection des toitures vétustes et endommagées et réfection des descentes d'eaux pluviales                                   | 2 000 000,00 €                                   |
| 75230          | OURACHAN E       | FREDERIC FAU      |          | PARIS 10EME              | COLBERT               | non | 75          |                                      | 1                              | 1                              | Traitement des pathologies structurelles du lycée Colbert + réfection des faux-plafonds du R+1                               | 1 430 000,00 €                                   |
| 93220          | FLORENT BONI     | MOISE CHERY       | P1       | DRANCY                   | EUGÈNE DELACROIX      | non | 93          | étanchéité                           | 2                              | 1                              | Travaux de modernisation de l'étanchéité de la toiture terrasse du bâtiment principal  | 390 000,00 €                                     |
| 93350          | FLORENT BONI     | ABDOOL RASSOOL    | P1       | MONTREUIL                | EUGÉNIE COTTON        | non | 93          | étanchéité                           | 2                              | 1                              | + 2nde phase de réfection totale du complexe iso-étanche en toiture bâtiment B   | 900 000,00 €                                     |
| 92400          | DAVID MANI       | FABIOLA CLOUET    | P1       | VANVES                   | DARDENNE              | non | 92          | étanchéité                           | 1                              | 1                              | Réfection complète de toutes les toitures terrasses du lycée comprenant la mise en oeuvre d'une isolation uniforme.          | 200 000,00 €                                     |
| 94430          | PHILIPPE RISCH   | LOUIS LEGRAND     | P1       | VILLENEUVE SAINT GEORGES | FRANCOIS ARAGO        | non | 94          | étanchéité + façades                 | 2                              | 1                              | Modernisation de la toiture terrasse du hall et du bâtiment E +remise en état des façades                                    | 1 360 000,00 €                                   |
| 93240          | BONNEFILLE       | NICOLAS ZIVANOVIC | P1       | DUGNY                    | FRANÇOIS RABELAIS     | non | 93          | étanchéité                           | 2                              | 1                              | Travaux de modernisation des étanchéités des toitures terrasses  | 250 000,00 €                                     |
| 77050          | SAID ASMANI      | JULIEN DA GRACA   | P1       | CHELLES                  | GASTON BACHELARD      | non | 77          | étanchéité                           | 3                              | 1                              | Modernisation de l'étanchéité de la toiture terrasse du batiment C   | 650 000,00 €                                     |
| 95140          | E THIEBAULT      | MICHEL DE SOUSA   | P1       | ENGHEIN LES BAINS        | GUSTAVE MONOD         | non | 95          | Menuiseries extérieures              | 2                              | 1                              | Modernisation complète des menuiseries extérieures des bat A et B  | 1 700 000,00 €                                   |
| 93310          | SAID ASMANI      | HABIB HEMARID     | P1       | LIVRY GARGAN             | HENRI SELLIER         | non | 93          | étanchéité + menuiseries extérieures | 4                              | 1                              | Modernisation de l'étanchéité de la toiture terrasse des logements de fonctions et modernisation des menuiseries extérieures | 2 000 000,00 €                                   |
| 91255          | PHILIPPE RISCH   | LOUIS LEGRAND     | P1       | MONTGERON                | JEAN ISOARD           | non | 91          | étanchéité                           | 3                              | 2                              | Modernisation des toitures terrasses du gymnase  | 355 000,00 €                                     |
| 77165          | SAID ASMANI      | MICHEL COURTIN    | P1       | MEAUX                    | JEAN VILAR            | non | 77          | étanchéité                           | 2                              | 2                              | Travaux de modernisation et de mise aux normes de 3 600 m² de toiture terrasse   | 370 000,00 €                                     |
| 92238          | PATRICK CLERY    | MODESTE BADIABIO  | P1       | LA GARENNE COLOMBES      | LA TOURNELLE          | non | 92          | étanchéité                           | 2                              | 1                              | Modernisation de l'étanchéité de toitures terrasses de l'établissement   | 325 000,00 €                                     |
| 75070          | SAFAE LEGOU      | HAMID SOUEDE      | P1       | PARIS 05EME              | LOUIS LE GRAND        | non | 75          | Menuiseries extérieures              | 2                              | 1                              | + Remplacement des menuiseries extérieures au 2ème étage de 15 salles de cours y cis remise en état des salles.              | 900 000,00 €                                     |
| 77051          | SAID ASMANI      | JULIEN DA GRACA   | P1       | CHELLES                  | LOUIS LUMIÈRE         | non | 77          | étanchéité                           | 2                              | 1                              | Modernisation de l'étanchéité de la toiture terrasse du batiment F et G  | 800 000,00 €                                     |
| 91257          | OLIVIER MONTIGNY | ERIC MARQUES      | P1       | MORANGIS                 | MARGUERITE YOURCENAR  | non | 91          | étanchéité                           | 1                              | 1                              | Travaux de modernisation de l'étanchéité des toitures terrasses - TRANCHE OPTIONNELLE  | 1 100 000,00 €                                   |
| 95350          | OURACHAN E       | VERRECCHIA        | P1       | VILLIERS LE BEL          | PIERRE MENDES FRANCE  | non | 95          | étanchéité                           | 2                              | 1                              | Modernisation intégrale de l'étanchéité des toitures terrasses des bâtiments A et B  | 1 880 000,00 €                                   |
| 78290          | SEBASTIEN BRIENS | EMMANUEL CARNEZ   | P1       | TRAPPES                  | PLAINE DE NEAUPHLE    | non | 78          | Menuiseries extérieures              | 1                              | 1                              | remplacement des menuiseries extérieures bâtiment A  | 530 000,00 €                                     |
| 78290          | SEBASTIEN BRIENS | EMMANUEL CARNEZ   | P1       | TRAPPES                  | PLAINE DE NEAUPHLE    | non | 78          | Menuiseries extérieures              | 1                              | 1                              | remplacement des menuiseries extérieures bâtiment logements  | 59 000,00 €                                      |

|                             |                |
|-----------------------------|----------------|
| rémunération mandataire HT  | 1 682 685,09 € |
| rémunération mandataire TTC | 2 019 222,11 € |

total convention mandat clos couvert structure 28 243 222,11 €



## **Annexe 7 : Convention mandat Clos Couvert Structure**

## CONVENTION DE MANDAT

N° XXXXXXXX

### OBJET DE LA CONVENTION :

**MANDAT DE CONDUITE DES OPERATIONS DE RENOVATION, MODERNISATION, REHABILITATION  
DU CLOS-COUVERT STRUCTURE DES LYCEES FRANCILIENS**

### OBJET DE LA CONVENTION : MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

**MAITRE D'OUVRAGE :** REGION ILE-DE-FRANCE  
Pôle Lycées  
2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE

La **Région Ile-de-France**, représentée par le Président du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment autorisé par la délibération du conseil régional n°2021-038 du 02 juillet 2021

ci-après dénommée “ *le maître d'ouvrage* ”,

d'une part

et la **Société Publique Locale Île-de-France Construction Durable**, société anonyme, sise 90-92 avenue du Général Leclerc — 93500 Pantin, représentée par Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING, son Directeur général, en vertu de la délibération du conseil d'administration du 30 septembre 2021,

ci-après dénommé “ *le mandataire* ”,

d'autre part

**Sont convenus de ce qui suit :**

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| ARTICLE 1 : OBJET – ENVELOPPE FINANCIERE – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE.....       | 3  |
| ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES.....  | 4  |
| ARTICLE 3 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION.....                        | 5  |
| ARTICLE 4 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE.....                               | 6  |
| ARTICLE 5 : LES DIFFERENTES PHASES DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME .....          | 8  |
| ARTICLE 6 : REMUNERATION DU MANDATAIRE .....                                     | 15 |
| ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHÉS .....                  | 16 |
| ARTICLE 8 : ASSURANCES.....  | 18 |
| ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE.....           | 19 |
| ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS .....   | 19 |
| ARTICLE 11 : CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE .....                             | 20 |
| LES RÉSULTATS SONT ENREGISTRÉS ET COMMUNIQUÉS AU MANDATAIRE. ....                | 20 |
| ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION .....               | 21 |
| ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE.....                                    | 23 |
| ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES .....   | 24 |
| ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION.....                                       | 24 |
| ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ ..... | 25 |
| ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS.....   | 25 |
| ARTICLE 18 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ ..... | 26 |
| ARTICLE 19 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE .....                              | 27 |
| ANNEXE 1A .....  | 29 |
| ANNEXE 1B .....  | 30 |
| ANNEXE 1C .....  | 33 |
| ANNEXE 2A .....  | 34 |
| ANNEXE 2B .....  | 35 |
| ANNEXE 2B BIS .....  | 36 |
| ANNEXE 2B TER.....   | 37 |
| ANNEXE 3.....  | 41 |
| ANNEXE 4.....  | 43 |
| ANNEXE 5.....  | 44 |

# **ARTICLE 1 : OBJET – ENVELOPPE FINANCIERE – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE**

## **1.1 CONTEXTE**

Depuis 2017 la direction du patrimoine et de la maintenance de la Région Île-de-France réalise un diagnostic de vétusté pour chacun des 2 500 bâtiments du parc des 465 lycées franciliens, ce qui permet d'en établir les besoins en maintenance selon 7 familles : sécurité – sureté ; hygiène ; clos-couvert – structure ; installations techniques ; usages – espaces intérieurs ; réseaux ; espaces extérieurs.

En découle l'adoption d'un Plan Pluriannuel de Maintenance (PPM) voté par délibération CR 2017-59 du 10 mars 2017 permettant de hiérarchiser et planifier les actions de maintenance préventive sur les paramètres prioritaires et notamment les trois premières familles d'intervention « sécurité – sureté » ; « hygiène » ; « clos couvert – structure ».

Compte-tenu du niveau de vétusté et de dégradation des sous-familles « façades, structures », « charpente, couverture, étanchéité y compris descente EP », « menuiseries extérieures » de la famille « clos-couvert-structure », et des demandes exprimées par les lycées, la Région Île-de-France a décidé d'affecter un budget dédié aux gros travaux de rénovation et modernisation, en complément des affectations annuelles consacrées à la maintenance. Ces affectations doivent permettre la remise à niveau des enveloppes des bâtiments et de poursuivre des objectifs de performance énergétique élevée.

## **1.2 DÉFINITIONS**

Dans la présente convention,

- opération : désigne une intervention sur un bâtiment visant à y opérer des travaux et comprend l'ensemble des études de conception et démarches associées ainsi que la réalisation des travaux et démarches associées. L'opération fait partie d'un programme
- programme : somme annuelle des différentes opérations dont le détail est délivré en début d'année civile

## **1.3 OBJET – ENVELOPPE FINANCIÈRE - DURÉE**

La présente convention porte sur les **opérations de travaux rénovation/modernisation/réhabilitation totale ou partielle du clos-couvert structure des E.P.L.E et divers sites du patrimoine immobilier de la Région Île-de-France**. Le mandataire est chargé de la mise en œuvre d'un programme annuel de travaux, actualisé à chaque début d'année civile s'agissant des opérations à réaliser et du budget qui y est associé

A ce titre le mandataire mettra en œuvre les opérations de travaux programmées au titre du programme annuel, celles-ci relevant des obligations de la Région d'assurer l'entretien du clos couvert structure dans les EPLE et dans les divers sites du patrimoine immobilier de la Région Île-de-France. Ces opérations visent à préserver l'état du bâti et augmenter sa pérennité et à améliorer sensiblement la performance énergétique des bâtiments. Elles sont exclusivement financées sur le budget d'investissement de la Région.

Le mandat objet de la présente convention est incompatible avec toute mission de maîtrise d'œuvre, de réalisation de travaux ou de contrôle technique portant sur le ou les ouvrages auxquels se rapporte le mandat, exercée par cette personne directement ou par une entreprise liée.

**L'enveloppe financière toutes dépenses confondues est fixée à 30 000 000 euros pour la réalisation des opérations notifiées avec la présente convention .**

Cette enveloppe est réputée comprendre tous les frais (tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, assurances, toutes dépenses nécessaires à la réalisation de la programmation y compris

déplacements durant les phases d'études, exécution et garanties), toutes les prestations et interventions nécessaires incluant toutes protections et sujétions, jusqu'à l'achèvement de la mission. Le prix est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais.

Les crédits qui ne seraient pas consommés dans le cadre de l'exécution d'un programme annuel sont restitués à la Région lorsque l'exécution du programme est achevée c'est-à-dire au terme de la plus tardive des garanties de parfait achèvement des opérations composant le programme.

Dans l'hypothèse de modifications de programme validées par la Région (telle que l'ajout d'une opération au programme), lors de l'actualisation annuelle du programme des opérations en début d'année civile ou en cas d'aléas (amiante, plomb et autres contraintes techniques justifiées) dont il serait démontré par le mandataire qu'ils n'étaient pas normalement prévisibles des autorisations de programme successives complémentaires pourront être votées en commission permanente sous réserve de l'expertise des services de la Région. Le cas échéant, elles seront notifiées au mandataire selon les modalités prévues à l'**annexe 2A**.

#### **1.4 – ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE**

La convention est rendue exécutoire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Elle prendra effet à compter de sa notification au mandataire par le maître d'ouvrage et expire à la date de constatation de validation du quitus de la présente convention. Sa durée prévisionnelle est d'au moins 4 ans compte tenu des délais de garantie de parfait achèvement.

Tout délai commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait générateur. Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième et quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour du mois. Lorsque le dernier jour est un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

### **ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES**

La convention et ses annexes :

- Annexe 1A : Programmes des travaux 2023 – liste des opérations 2023
- Annexe 1B : Cadre calendaire de l'opération
- Annexe 1C : Structure et organisation mise en place par le mandataire
- Annexe 2A : Bilan de l'autorisation de programme
- Annexe 2B : Demande d'avance de fonds/rémunération
- Annexe 2B bis : Planning prévisionnel détaillé des dépenses
- Annexe 2B ter : Décompte des paiements effectués par le mandataire
- Annexe 2C : Bilan financier de l'opération
- Annexe 3 : Bilan financier annuel
- Annexe 4 : Dossier de fin d'opération
- Annexe 5 : Charte graphique

## **ARTICLE 3 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION**

### **3.1 – LA STRUCTURE MISE EN PLACE PAR LE MANDATAIRE**

Le mandataire est engagé par la qualité des moyens humains proposés et annexés à la présente convention (**annexe 1C**) et notamment des qualifications, de l'expérience technique, juridique et administrative et du savoir-faire nécessaire au bon exercice de la mission et attendues du responsable de la supervision de la présente opération et de son équipe. Le mandataire désignera un interlocuteur pour assurer la supervision du programme d'une part et une équipe projet pour la réalisation de chacune des opérations d'autre part. Chacun de ces interlocuteurs auront un niveau équivalent au diplôme d'ingénieur avec une expérience professionnelle de trois ans au minimum.

L'équipe, au vu de laquelle la présente convention a été notifiée, assure l'ensemble du suivi de la réalisation des missions confiées par la présente convention jusqu'à la délivrance du quitus.

Le mandataire assure en toute circonstance la disponibilité d'un personnel compétent pour assister l'équipe opérationnelle ou, en cas de d'absence ou de défaillance de ceux-ci, pour assurer la continuité de la mission.

En cas de changement de toute ou partie de son équipe, le mandataire soumet sous une semaine au maître d'ouvrage, pour accord, les noms des nouveaux correspondants, accompagnés de leurs références, leurs plans de charge et tout renseignement les concernant de nature à établir un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Pour le suivi de chaque opération traitée et quelle que soit l'organisation de la structure du mandataire, le responsable d'opération désigné pour le dit site est l'interlocuteur quotidien et privilégié du maître d'ouvrage. Le mandataire s'assure que le nouveau responsable d'opération dispose de l'ensemble des documents et toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de l'opération mené sur le site concerné, de sorte que le maître d'ouvrage n'ait pas à assurer, en lieu et place du mandataire, son information.

Pour l'exécution des missions et responsabilités confiées au mandataire, celui-ci peut être représenté par son représentant légal ou une personne dûment habilitée par lui qui est seul en droit d'engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Dans l'hypothèse d'une délégation de signature du représentant légal, la délégation est annexée à la présente convention. Le maître d'ouvrage est tenu informé sans délai de tout changement.

Ces dispositions s'appliquent sous peine d'une pénalité définie à l'**article 12.1** de la convention.

### **3.2 – LA STRUCTURE MISE EN PLACE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE**

Pour le suivi du programme constitué d'un ensemble d'interventions sur une liste de sites, le maître d'ouvrage met en place un « comité de pilotage » dont la composition et les pouvoirs seront définis lors de la notification de la présente convention. Il a vocation à veiller à la cohérence des interventions et à optimiser le processus notamment en mutualisation de tâches. Le mandataire y participe et prépare les supports d'informations de ce comité, il en rédige les comptes rendus.

Chaque opération est à traiter en lien avec l'ingénieur territorial référent de l'établissement. En effet, les opérations ont la spécificité d'être « diffuses » dans les sites et bâtiments. L'arbitrage du périmètre et l'organisation de l'intervention en site occupé sont ainsi des préoccupations permanentes.

Il est rappelé que l'EPL n'est pas prescripteur de travaux et n'a pas de rôle de validation. Des réunions seront organisées sur site avec chaque établissement au démarrage des études et avant le démarrage de chantier. Toute demande supplémentaire éventuelle de l'établissement par rapport au programme initial devra être établie par saisine directe de l'établissement auprès de la Région pour arbitrage.

## **ARTICLE 4 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE**

Le mandataire assure, sous les orientations et recommandations du maître d'ouvrage, la conduite du programme et des opérations qui le composent. A cet effet, il :

### A. Au titre de la gestion administrative et financière du programme et des opérations qui le composent :

- ✂ s'assure à tout moment du respect de l'enveloppe financière du site concerné. Il fournit à la demande du maître d'ouvrage le budget de l'opération actualisé et détaillé ;
- ✂ s'assure à tout moment du respect du calendrier de réalisation de chaque programmation annuelle , établi en accord avec le maître d'ouvrage et compatible avec le cadre calendaire défini lors du lancement des opérations et reprenant le cadre défini en **annexe 1B** de la présente convention ;
- ✂ procède à l'élaboration, au lancement de tout marché nécessaire à la réalisation de la programmation et de l'opération, prépare le dossier nécessaire à leur transmission au contrôle de la légalité, signe les marchés, procède à leur notification et informe sans délai le maître d'ouvrage en lui transmettant une copie des marchés notifiés ;
- ✂ applique, pour ce faire, les procédures prévues par le code de la commande publique et celles exigées par le maître d'ouvrage soit dans les délibérations de son assemblée délibérante, soit sur le site de la région ([http : // marchespublics.iledefrance.fr](http://marchespublics.iledefrance.fr)) et inscrit le suivi de la passation et du suivi des marchés dans un outil informatique spécifique du maître d'ouvrage ;
- ✂ fait exécuter le contenu des marchés et obtient l'exécution de l'ensemble des obligations faites aux cocontractants
- ✂ assure le paiement des avances et des acomptes des divers marchés dans les conditions de forme et de délai prévues par le code de la commande publique et dans le respect des règles de la commande publique ; à ce titre, il valide et signe les décomptes finaux et les notifie aux titulaires.
- ✂ produit annuellement un rapport permettant de rendre compte à la commission permanente du conseil régional de l'exécution de la présente convention et notamment de l'exécution du programme de l'année N-1 en particulier s'agissant de l'exécution financière

### ✂ B. Au titre du pilotage opérationnel

- ✂ définit le planning opérationnel et est le garant de son respect ;
- ✂ encadre les intervenants et prestataires de l'opération en qualité de représentant du maître d'ouvrage en veillant au respect, par ceux-ci, du cahier des charges de leurs contrats et pilote l'exécution des contrats ;
- ✂ assure le lien permanent entre le maître d'ouvrage, les utilisateurs de l'ouvrage, les bureaux d'études, les équipes de maîtrise d'œuvre, les entreprises et autres intervenants de l'ensemble des opérations du programme ;
- ✂ assiste, en tant que de besoin, le maître d'ouvrage dans le cadre de l'ensemble des concertations nécessaires au bon déroulement de l'opération ;
- ✂ prépare, intervient et établit les comptes-rendus en phase études qu'il transmet au maître d'ouvrage;
- ✂ rend compte, pendant toute la durée du mandat, des problèmes particuliers survenus et fait des propositions écrites au maître d'ouvrage pour permettre la poursuite de l'opération dans les meilleures conditions de qualité, de délai et financières ;
- ✂ prend position auprès du maître d'ouvrage sur la qualité des documents de conception ;
- ✂ participe en tant que de besoin aux réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage conformément à la présente convention ;

- ✂ Organise selon une périodicité établie par opération pendant les travaux une réunion entre le Maître d'Ouvrage (s'il le souhaite), l'utilisateur, le maître d'œuvre et lui-même et établit le compte-rendu (hors réunion de chantier)
- ✂ prépare la réunion semestrielle d'évaluation sur le suivi du programme avec le maître d'ouvrage, sur convocation de ce dernier, cette réunion étant l'un des formats dans lesquels se réunit le copil
- ✂ s'assure du respect du cahier des charges pour la réalisation des plans numériques : « Charte graphique de la Région d'Ile de France » ;
- ✂ expose la méthodologie de suivi de la période de garantie de parfait achèvement aux utilisateurs de l'ouvrage et présente les fiches de signalement de désordre afférente
- ✂ remet chaque mois le tableau de bord immobilier par opération et pour le programme, selon le format imposé par le maître d'ouvrage

De façon générale, le mandataire procède à toute alerte utile auprès du maître d'ouvrage sur les risques de dérive budgétaire ou calendaire et à tout alerte utile sur la possibilité du développement d'un risque contentieux dans le cadre de l'exécution d'un marché. Il fait son affaire de définir toute mesure utile au contrôle du risque détecté.



## ARTICLE 5 : LES DIFFERENTES PHASES DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME

Le programme annuel de travaux est constitué de plusieurs opérations.

Il est notifié au mandataire par le maître d'ouvrage au début de l'année civile, accompagné de l'enveloppe budgétaire allouée correspondante qui peut évoluer à la hausse ou à la baisse par rapport à l'année n-1 tant en termes de nombre d'opérations que de volume financier.

Chaque opération fait l'objet d'un découpage en phases énumérées dans les articles 5.2 à 5.3 ci-dessous. Chacune de ces phases comprend des tâches d'organisation, d'animation, d'élaboration et de formalisation de dossiers et de comptes-rendus/fiches de synthèses. La liste des opérations résultera de la programmation, du calendrier d'exécution et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Région et notifiés au mandataire annuellement.

Parmi ces tâches, certaines d'entre elles, qualifiées de « missions encadrées », sont soumises à des délais fixés à l'**Annexe 1B**. Ces « missions encadrées » consistent en la remise, soit pour validation, soit pour approbation, soit pour simple réception par le maître d'ouvrage, de divers documents tels que dossier de consultation des bureaux d'études/concepteurs/entreprises, comptes-rendus, pièces administratives ou financières, ceci dans des conditions décrites dans les procédures régionales.

Compte tenu de la diversité des opérations et de leur complexité, la convention ne fixe pas les délais encadrés de manière générique pour l'ensemble des opérations. Ces délais encadrés seront notifiés par la Région en même temps que le programme annuel d'opérations et feront l'objet d'une définition par opération. En cas de désaccord sur les délais encadrés proposés pour une opération, le mandataire pourra formuler des réserves qui donneront lieu à une négociation avec la Région.

Pour chacune des phases, le mandataire est tenu de respecter les délais fixés pour ces « missions encadrées ». En cas de non-respect du délai global d'une ou de plusieurs phases, tout retard dans la réalisation de ces « missions encadrées » donne lieu à pénalité dans des conditions fixées à l'**article 12.1** de la convention.

Préalablement au démarrage des opérations, le mandataire assure pour le compte de la Région la passation des différents accords-cadres de prestations intellectuelles et de travaux qui seront nécessaires à la réalisation des différents programmes notifiés.

### 5.1 : DE LA NOTIFICATION DE LA CONVENTION DE MANDAT À LA PHASE PRÉPARATOIRE

Lors de la réunion de lancement du programme, le Maître d'ouvrage remet au mandataire un dossier initial par opération comprenant,

- la fiche d'identité patrimoniale,
- le recensement des besoins et des travaux envisagés sur chacun des lycées relatifs aux interventions programmées;
- derniers diagnostics triennaux et états de conservation amiante et éventuellement plomb et autres polluants de l'ensemble du lycée (bâtiments et extérieurs – VRD – amiante et HAP) ;
- procès-verbal de la dernière commission de sécurité et d'accessibilité, derniers rapports de vérification des réseaux (électricité, éclairage de sécurité et d'évacuation, installations SSI, ventilation, extincteurs, chauffage et gaz), cahier des charges fonctionnelles du SSI en place, notice de sécurité incendie ;

A noter que ces documents sont disponibles dans les lycées car adossés au registre de sécurité ; Et renseignés dans le système de gestion électronique des documents de l'opération figurent : plans géomètre (niveaux, façades), réseaux, VRD et les DOE s'ils existent, pour le lycée dans sa totalité ou a minima pour les bâtiments concernés par les interventions ; il s'agira autant que possible des plans les plus récents intégrant toutes les modifications réalisées à ce jour tant par la Région que par l'établissement.

En cas d'absence de plans, le mandataire commande un relevé géomètre et réseaux des lieux impactés par les travaux (le mandataire précise alors l'impact calendaire de ces relevés)

- Une liste à jour des coordonnées de chaque lycée avec contacts, noms des intendants et proviseurs, et de l'ingénieur ou technicien territorial désigné référent DPM;

- Une liste des travaux programmés en N et N+1 de la programmation de l'année N sur les sites faisant l'objet de travaux (Travaux en dehors de la présente convention, pour gestion des interfaces).

La mission du mandataire démarre à compter de la remise complète des dossiers cités ci-avant.

Sur la base de ce dossier, le mandataire apprécie la nécessité de toute autre étude non inscrite dans la liste ci-dessus et en réfère au maître d'ouvrage.

Il propose un cadre et une méthode d'intervention, établit un calendrier prévisionnel détaillé d'exécution du programme d'opération (global et par site), une estimation des commandes ou marchés et des procédures en fonction de la complétude des éléments remis par le maître d'ouvrage pour chaque opération.

Le mandataire prend contact avec l'ingénieur ou technicien territorial inscrit sur la fiche de recensement des besoins et les chefs d'établissements pour effectuer une visite de chacun des sites. Un état des lieux sera programmé lors de la première visite du maître d'œuvre sur le site (avec reportage photographique).

Concomitamment et par voie de courriers, avant toute prise de contact du mandataire auprès des établissements, le maître d'ouvrage informe l'ensemble des chefs d'établissements, en adressant copie au mandataire, des sites concernés :

- Du programme de l'opération ;
- D'une première approche de calendrier prévisionnel d'intervention ;
- Et du mandatement d'Île-de-France Construction Durable.

## **5.2 : DE LA PHASE PRÉPARATOIRE À LA FIN DE LA PHASE ÉTUDES ET DÉSIGNATION DES ENTREPRISES CHARGÉES DES TRAVAUX**

### **5.2.1 : Assistance pour le choix des maîtres d'œuvre**

Le mandataire

- mobilise les accords-cadres couvrant ces prestations et attribués au nom et pour le compte de la Région Île-de-France  
ou
- en cas de spécificité du site n'entrant pas dans les caractéristiques permettant le recours à l'accord cadre, élabore le cahier des charges des marchés des équipes de maîtrise d'œuvre qui intègre à minima les compétences : BET tous corps d'état, sécurité incendie, économiste de la construction, compétence en organisation (OPC en phase étude). Le cas échéant une mission d'OPC travaux sera incluse, si les travaux sont dévolus en lots techniques séparés.

Le cas échéant, il organise et conduit les visites de site sur les établissements si nécessaire. A ce titre il informe préalablement l'ingénieur ou technicien territorial de la région ainsi que la direction de l'établissement concerné.

Le mode de dévolution envisagé est celui d'une consultation unique formalisée, en appel d'offres ouvert, alloti géographiquement.

Pour ces marchés, le mandataire assure, en coordination et sous le contrôle du maître de l'ouvrage, la procédure de sélection des maîtres d'œuvre et la négociation du marché de maîtrise d'œuvre, conformément aux procédures prévues par la réglementation relative aux marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage.

### **5.2.2 : Passation des autres marchés d'études**

Aux différents stades des études, le mandataire engage les commandes sur les accords-cadres passés pour la réalisation de la présente convention et/ou marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :

- contrôle technique (CT) ;
- coordination SSI (CSSI) le cas échéant ;
- coordination sécurité protection santé (CSPS) le cas échéant ;

- diagnostics amiante et plomb qui devront, à réception et validation, être transmis au service amiante et plomb,
- inspection télévisée de canalisations le cas échéant,
- diagnostics complémentaires

Il appartient au mandataire d'anticiper les interventions des différents prestataires et de lancer les marchés correspondants.

Il rédige les marchés et, après accord du maître d'ouvrage sur ces marchés, lance les consultations correspondantes dans les supports appropriés, selon les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il procède notamment à l'analyse des candidatures et des offres ; la soumet pour approbation au maître d'ouvrage (cf. article 7.2 de la présente convention)

### **5.2.3 : Présentation du programme de travaux et études AVP**

Le mandataire organise les réunions de démarrage des études sur chacun des sites avec les utilisateurs, le Maître d'ouvrage (l'ingénieur ou technicien territorial référent DPM inscrit sur la fiche de recensement des besoins), et l'équipe de maîtrise d'œuvre technique. Elles ont pour objectif la présentation des interlocuteurs, du programme de l'opération, de l'organisation, du planning prévisionnel, et permet de recueillir les remarques de l'établissement.

A cette occasion sont fixés la personnalité référente désignée par l'établissement et les engagements du lycée au sujet de l'accès aux locaux qui conditionnent la capacité à exécuter le programme dans le planning proposé.

Le mandataire

- établit le compte-rendu de cette présentation ;
- pilote l'action des prestataires d'études techniques afin de définir les modalités opérationnelles d'intervention des entreprises et édite l'ensemble des commandes nécessaires aux interventions programmées par la Région ;

Toutes commandes concourant à l'exécution du programme notifié peuvent être directement engagées par le mandataire, qui transmettra à la Région copie de celles-ci pour information. Le mandataire produira au fil de l'exécution des travaux un compte-rendu d'exercice au travers d'un tableau de bord présentant le programme voté, et les différentes commandes ayant été nécessaires à l'exécution des interventions, ainsi que l'état d'avancement de la réalisation technique et financière de celles-ci. La périodicité de ce compte rendu sera définie en début d'opération.

Après vérification de la conformité des opérations envisagées avec les référentiels régionaux et/ou après analyse des résultats des diagnostics, les modifications de programme substantielles qui seront décidées par la Région, ne faisant pas partie du programme, seront suivies et pilotées par le mandataire selon le planning qui sera joint à la décision et seront engagés après demandes d'accord effectuées auprès des services compétents de la Région par tous les moyens appropriés avec présentation des devis estimatifs correspondants et après réponse de celle-ci donnée également par tous moyens et après vote des affectations complémentaires éventuellement nécessaires

#### **- AVP :**

En présence de l'ingénieur territorial DPM en charge du site, le mandataire présente au lycée, sur la base du projet d'un niveau AVP validé par la Région, la liste des interventions retenues et expose le planning technique et calendrier des interventions à réaliser.

En application des dispositions du code de la commande publique le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur les dossiers d'avant-projet (AVP).

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers AVP, à l'ensemble des prestataires extérieurs missionnés pour émettre un avis notamment :

- CSPA
- CSSI

- Contrôleur technique
- Autres

Il effectue la synthèse de ces avis et l'adresse avec un exemplaire du dossier AVP au maître d'Ouvrage.

Il organise en tant que de besoin la ou les réunions nécessaires selon les problèmes soulevés, en collaboration avec l'ingénieur territorial chargé de l'opération.

A partir de ces éléments, il effectue une fiche d'écart programme/budget/calendrier spécifique à chaque opération.

Cette fiche d'écart permet de suivre la traçabilité des avis sur l'ensemble des sujets techniques ainsi que sur l'évolution économique de chaque opération par rapport au budget d'origine, en rappelant à chaque fois les décisions et estimations des phases antérieures.

En cas d'absence d'écart en termes de programme, budget ou calendrier, le mandataire transmet une note de conformité pour suivi et information au maître d'Ouvrage et poursuit ses études.

En présence d'écart programmatique, budgétaire ou calendaire, le mandataire recueille et synthétise les avis et arbitrage du maître d'Ouvrage qui seront actés en comité de pilotage.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au maître d'œuvre la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

#### **5.2.4 : Suivi des études de maîtrise d'œuvre : PRO/DCE**

- PRO/DCE :

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers PRO/DCE à l'ensemble des prestataires extérieurs missionnés pour émettre un avis notamment :

- CSPS
- CSSI
- Contrôleur technique
- Autres

Il effectue la synthèse de ces avis et l'adresse avec un exemplaire du dossier PRO/DCE au maître d'Ouvrage.

Il organise autant que de besoin la ou les réunions nécessaires selon les problèmes soulevés, en collaboration avec l'ingénieur territorial chargé de l'opération.

A partir de ces éléments, il effectue une fiche d'écart pour le soumettre à l'approbation du maître d'Ouvrage. Cette fiche d'écart est à produire pour chaque opération.

Cette fiche d'écart permet de suivre la traçabilité des avis sur l'ensemble des sujets techniques ainsi que sur l'évolution économique de l'opération par rapport au budget d'origine, en rappelant à chaque fois les décisions et estimations des phases antérieures.

En cas d'absence d'écart en termes de programme, budget ou calendrier, le mandataire transmet une note de conformité pour suivi et information au maître d'Ouvrage et poursuit ses études.

En présence d'écart programmatique, budgétaire ou calendaire, le mandataire recueille et synthétise les avis et arbitrage du maître d'Ouvrage qui seront actés en comité de pilotage.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au maître d'œuvre la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

## **5.2.5 : Permis de construire et autorisations administratives**

Au cours de la phase AVP, selon les spécificités de l'opération et en concertation avec le maître d'ouvrage, le mandataire prépare le permis de construire et toutes autres demandes d'autorisations administratives de travaux.

Il compulse, en concertation avec le maître d'œuvre, les dossiers de demande de permis de construire et éventuellement permis de démolir.

Le Maître d'Ouvrage (l'ingénieur ou technicien territorial référent DPM) donne son accord sur la cohérence du dossier graphique par rapport au programme et au contenu du CERFA avant mise à la signature.

Puis, le mandataire fait signer les autorisations administratives par la Région, dépose les dossiers auprès des services instructeurs et assure le suivi de leur instruction. Il organise, à cet effet, toutes les réunions nécessaires à leur obtention.

Le mandataire transmet les arrêtés liés aux autorisations administratives au maître d'œuvre et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

Le mandataire remet l'ensemble des demandes d'autorisation (permis de construire, permis de démolir, installations classées, etc.) en y annexant les avis ou rapports d'instruction correspondants sous un fichier PDF unique regroupant les pièces scannées sur la plateforme GEDIF dédiée à la présente convention. Les éléments nécessaires seront ainsi disponibles et mis à disposition du service ressources techniques bâti et foncier de la Direction des Opérations du Pôle Lycées.

## **5.2.6 : Elaboration et passation des marchés de travaux**

Le mandataire

- mobilise tout accord-cadre couvrant ces prestations et attribué au nom et pour le compte de la Région Île-de-France  
ou réalise dans le cadre de ces accords-cadres, des marchés subséquents

En cas de marchés subséquents :

Il exerce le suivi de l'analyse réalisée par le maître d'œuvre et compulse le dossier final d'analyse selon le cadre méthodologique fourni par la Région. Il assure la mise au point du ou des marchés de travaux.

Il prépare le dossier mandataire à la transmission du dossier marché du contrôle de légalité. Il signe le marché et le notifie après communication de l'accusé de réception par la préfecture.

Il informe sans délai le maître d'ouvrage de la date de notification des marchés et lui transmet le marché et publie l'avis d'attribution.

## **5.3 : DE LA NOTIFICATION DES COMMANDES DE TRAVAUX À LA RÉCEPTION DES TRAVAUX ET FIN DE GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT**

### **5.3.1 DÉMARRAGE DES TRAVAUX**

A chaque démarrage des travaux par opération, le mandataire organise et pilote une réunion de démarrage de chantier sur chaque site et demande la transmission par l'établissement du plan de prévention des risques selon le modèle fourni par la Région dans le cas de travaux dangereux ou en site occupé. Elle réunit l'équipe de direction de l'établissement, l'ingénieur ou technicien territorial de la DPM, la MOE, le CSPA, le CT, l'entreprise de travaux, le CSSI. Il a pour objectif la présentation des interlocuteurs, de l'organisation, du planning, et permettra de préciser l'organisation de la sécurité du site avec l'établissement.

Le mandataire et les prestataires informeront suffisamment en amont par courriel l'établissement de leur venue pour simple visite ou intervention. Pour celle-ci, une fiche d'intervention transmise par le prestataire au moins 1 semaine avant à l'établissement pour signature vaudra autorisation une fois retournée signée.

### 5.3.2 : SUIVI DE CHANTIER

Le mandataire exerce toutes les charges de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de chantier. Il participe aux réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage.

Réunion Utilisateurs : En cas de travaux en site occupé, le mandataire organise une réunion périodique (au minimum une réunion tous les deux mois pendant cette phase travaux) et en établit le compte-rendu : en présence du mandataire, de la maîtrise d'œuvre, des autres prestataires intellectuels et des utilisateurs. Il s'agira notamment de recueillir auprès du gestionnaire d'établissement toute demande, impressions ou difficultés liées au chantier.

Il s'assure de la bonne marche du chantier, de la bonne exécution des marchés par l'ensemble des prestataires intervenant sur le chantier.

Le mandataire est le garant du respect des prestations dues aux contrats et du suivi rigoureux des montants de travaux.

Les travaux modificatifs peuvent avoir 3 origines distinctes : modification de programme par le maître d'ouvrage, omission dans le dossier de consultation du maître d'œuvre, aléa technique.

En cas de modification nécessaire par rapport aux travaux prévus, le mandataire assure les négociations avec la maîtrise d'œuvre et l'entreprise pour la mise au point d'une solution alternative quelle que soit son origine : modification de programme demandée par le maître d'ouvrage, dans le du dossier de consultation du maître d'œuvre, aléa technique.

Pour toute modification par rapport au dossier marché, le mandataire établira avec le maître d'œuvre une « Fiche de travaux modificatifs » explicative, qu'il transmettra au maître d'ouvrage (ingénieur territorial) accompagnée du devis de l'entreprise en plus ou moins-value, pour avis. Le mandataire tient à jour la liste complète des travaux modificatifs.

Il assure la maîtrise des évolutions liées aux travaux modificatifs dans le respect de l'enveloppe de l'opération dédiés aux travaux modificatifs.

En cas de difficulté sur le chantier, le mandataire rend compte au maître d'ouvrage et assure la communication permanente avec les équipes de l'établissement en lien avec la Région.

En cas d'autre difficulté telle que la défaillance d'une entreprise, le mandataire rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Doit être soumise pour approbation préalable au maître d'ouvrage toute décision ayant pour effet de porter une modification sur le montant ou le calendrier des travaux ou les contrats, notamment les documents suivants :

- demandes d'avenants aux marchés et réclamations ;
- décision de poursuite des travaux au-delà de la masse initiale ;
- proposition de travaux modificatifs ;
- prolongation de délai ;
- affermissement d'une tranche conditionnelle.
- courrier de résiliation

Sur la base des référentiels régionaux, le mandataire organise et coordonne le suivi des marchés de mobilier, de déménagement et de gardiennage au regard du phasage de chaque opération inscrite au programme lorsque ces prestations sont jugées nécessaires par le maître d'ouvrage.

En fonction des besoins et en accord avec le maître d'ouvrage, ces prestations seront imputées sur les accords-cadres régionaux et réglés par la Région.

A défaut, le mandataire pourra se voir confier la passation des marchés afférents (y compris un AMO Déménagement) avec l'affectation des autorisations d'engagement nécessaires au règlement des dépenses par le mandataire.

Dans ce cadre, le mandataire planifie la procédure de consultation des entreprises, selon le mode de passation et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Dans tous les cas :

-Il organise en lien avec les utilisateurs les interventions sur site, met en place toute action visant le bon déroulement de ces marchés (réunion sur site avec les prestataires, réunion d'information avec les utilisateurs, inventaire, état des lieux,...) et effectue un contrôle qualité.

-Il veille au respect des délais contractuels et à la bonne coordination des intervenants en fonction des impératifs liés au calendrier scolaire, tels que les périodes d'examen ou de fermeture d'établissement.

-En cas de difficulté, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

-Il assure la réception des opérations.

### **5.3.3 : RÉCEPTION DE L'OUVRAGE**

Après accord du maître d'ouvrage, la réception de l'ouvrage est prononcée par le mandataire selon les modalités prévues aux articles 41 et 42 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux , approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021.

La présence du mandataire sur site est obligatoire à toutes les réunions relatives à la réception de chaque opération.

Ainsi le mandataire assiste aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du maître d'œuvre qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception, éventuellement assortie de réserves. Il notifie sa décision à ou aux entrepreneurs dans les délais prévus au CCAG travaux en vigueur.

La remise de l'ouvrage à la Région intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception. Elle transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à la Région.

Le mandataire transmet les dossiers des ouvrages exécutés (DOE), le dossier d'intervention ultérieure sur ouvrages (DIUO) rapport de fin de travaux liés à la présence d'amiante ou plomb, bordereaux de suivis de déchets plombés ou amiantés, plans de retrait, prélèvements atmosphériques, contrôles visuels, remis par le groupement au plus tard 30 jours après la réception des travaux.

Ces documents sont remis à la Région au format informatique dans le cadre d'une visite de présentation des ouvrages réalisés, en présence du personnel d'entretien/maintenance de l'établissement.-Ces éléments sont remis au plus tard 30 jours après la réception des travaux.

Le mandataire suit les levées de réserves éventuelles et fait respecter les délais d'exécution précisés dans la décision de réception. La levée de réserves fait l'objet d'un procès-verbal notifié à l'entrepreneur, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

### **5.3.4 : GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT**

Le mandataire est responsable du suivi des obligations des constructeurs et prestataires dues au titre de la garantie de parfait achèvement.

Il propose au maître d'ouvrage une méthodologie de suivi du parfait achèvement de l'ouvrage. En particulier, il s'assure de la tenue par le maître d'œuvre d'un cahier mentionnant tous les désordres et dysfonctionnements avec la date de levée constatée par le maître d'œuvre après réparation. Il expose la méthodologie approuvée par le maître d'ouvrage, la date de démarrage et de fin prévisionnelle à l'établissement, et en assure le suivi jusqu'à la levée du dernier signalement. Il rend compte du déroulement de la GPA à un rythme trimestriel pour chacune des opérations et dresse un état des fiches de garantie de parfait achèvement, des suites données, des difficultés rencontrées.

Il propose l'organisation d'une visite de parfait achèvement avant la fin du délai de garantie.

Il veille à ne pas restituer la retenue de garantie tant que les obligations de l'entrepreneur, au titre des levées de réserves et au titre du parfait achèvement, ne sont pas exécutées.

Il apprécie la nécessité de prolongation du délai de parfait achèvement et soumet sa proposition de levée de réserves pour validation au maître d'ouvrage.

Les missions du mandataire en lien avec le quitus de l'opération sont détaillées à l'article 15 ci-après.

## **ARTICLE 6 : REMUNERATION DU MANDATAIRE**

### **6.1 – LE PRIX**

Pour l'exercice de sa mission, le mandataire perçoit une rémunération basée sur le montant TTC du programme toutes dépenses confondues, hors sa rémunération.

Le montant de la rémunération, hors taxe, résulte de l'application d'un taux sur le montant TTC du programme toutes dépenses confondues, hors rémunération du mandataire.

Ce montant de rémunération est calculé selon la formule suivante :

Montant HT =  $[A \times B] / [1 + (B \times \text{taux de TVA en vigueur}^*)]$

A = Montant TTC du programme toutes dépenses confondues

B = Taux de rémunération

\* soit, pour un taux de TVA de 20%, une transcription dans la formule par « 1,20 »

**Le taux de rémunération est fixé à : 6,5%**

Le mandataire perçoit une rémunération prévisionnelle, , pour l'exercice de sa mission de

|                                       |
|---------------------------------------|
| Montant HT : € €                      |
| Montant TVA au taux de TVA en vigueur |
| Montant TTC : € €                     |
| Montant TTC (en lettres) :            |

### **6.3 - AJUSTEMENT DE LA RÉMUNÉRATION**

Il est convenu que lorsque le montant TTC du programme, toutes dépenses confondues (hors rémunération du mandataire) augmente par rapport au montant initial, la rémunération du mandataire est ajustée en conséquence, notamment lors des différentes phases de facturation de la rémunération du mandataire.

Une telle augmentation est constatée lorsque l'autorisation de programme excède le montant d'origine du programme, toutes dépenses confondues à l'exception des situations où les surcoûts auraient comme origine une défaillance ou une erreur du mandataire

La rémunération est ajustée, au terme de l'exécution de la convention, sur la base des règlements effectués.

Le montant de la rémunération ne pourra pas être inférieur à l'application du taux de rémunération sur le montant du programme effectivement délibéré à l'exception toutefois de l'application éventuelle de pénalité(s) en cours d'exécution du contrat ou encore à l'exception de la résiliation de ce contrat.

En cas d'évolution importante non prévue et non imputable au mandataire, il est entendu que les évolutions de rémunération seront considérées au regard de l'évolution de l'enveloppe budgétaire du programme.



## 6.4 – ACOMPTES

, le règlement de la rémunération du mandataire est fractionné selon les étapes suivantes :

| Phase   | Rémunération du mandataire   | % en fonction de l'étape de l'opération |
|---------|--|---|
| Phase 1 | Remise au Maître d'ouvrage de la dernière note méthodologique de déroulé de mission et visites de site sur la base du programme prévisionnel de travaux remis pour l'année N   | 20%                                     |
| Phase 2 | Exécution des opérations au prorata des dépenses dûment justifiées sans que la rémunération de la phase 2 ne puisse intervenir avant le règlement de la phase 1 et que cette rémunération de la phase 2 ne dépasse 60% de la rémunération consentie pour la réalisation du programme | 55%                                     |
| Phase 3 | Fin de la garantie de parfait achèvement constatée par la levée de la dernière réserve et la clôture du dernier signalement au titre de la garantie de parfait achèvement  | 15%                                     |
| Phase 4 | Etablissement du bilan de fin de mission à l'achèvement de l'ensemble des programmes annuels dont la réalisation est confiée par la présente convention  | 5%                                      |
| Phase 5 | Quitus de l'exécution de la convention   | 5%                                      |

Les acomptes et le solde de la rémunération du mandataire, calculés selon les modalités définies ci-dessus, font l'objet d'un versement distinct de celui des avances faites au mandataire dans le cadre de sa mission.

Hors phase 2, les différentes phases n'ouvrent pas droit à acomptes.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures de rémunération doivent être déposées sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Elle devra comporter le numéro d'engagement annuel transmis par les services de la Région Ile de France.

Les éléments suivants sont à renseigner dans le cadre de tout dépôt :

- l'identifiant Région Île-de-France sur Chorus Pro : 23750007900312
- le numéro d'engagement juridique
- le code service

## 6.5 – PAIEMENT

Le paiement s'effectue par mandat administratif, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Le délai de paiement court à compter de la réception de la facture et des pièces justificatives permettant d'attester de la réalisation de l'étape de l'opération.

Le mandataire veillera à joindre un état des dépenses réglées par opération pour justifier de l'avancement facturé en phase 2.

A l'appui de la facturation de la phase 3, le mandataire produira un justificatif attestant de la levée des réserves de toutes les opérations inscrites au programme.

## ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHÉS

### 7.1 : CONDITIONS D'APPROBATION DES MARCHÉS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Les marchés et accords-cadres nécessaires à la réalisation du programme sont signés par le mandataire. Cette signature, par délégation de la présidente de la Région Ile-de-France, ne peut intervenir qu'une fois que celle-ci en a reçu l'habilitation expresse par le conseil régional.

Le mandataire rend compte à la plus proche réunion utile du conseil régional de l'exercice de cette compétence et en informe la commission permanente, dans le respect de la réglementation et conformément aux procédures régionales.

En application de l'article L2422-6 du code de la commande publique, cette signature doit être précédée de l'approbation préalable par le maître d'ouvrage du choix des différents maîtres d'œuvre des opérations et des entrepreneurs. Cette approbation intervient dans le respect des procédures régionales.

## **7.2 : PASSATION ET EXÉCUTION DES MARCHÉS**

Pour tous les marchés et accords-cadres dont il a la charge dans le cadre du présent mandat, le mandataire assure l'élaboration, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget. Il applique les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage.

Le mandataire établit les cahiers des charges et rédige les avis d'appel public à concurrence. Après accord du maître d'ouvrage, il lance les consultations dans les supports appropriés et vérifie leur parution, il assure l'ensemble du suivi de la procédure de lancement, y compris par voie dématérialisée (notamment les réponses aux questions).

Le mandataire procède à l'ouverture et à l'analyse des candidatures et offres, il rédige le rapport d'analyse. Il s'assure que les offres sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il soumet le rapport d'analyse à l'accord du maître d'ouvrage pour validation. Il inscrit et assure la présentation devant la commission d'appel d'offre du Maître d'ouvrage le cas échéant.

Le mandataire rédige les courriers motivés de rejets et d'attribution, il répond aux éventuelles réclamations des candidats. Ces projets de courrier sont soumis au maître d'ouvrage pour approbation selon les procédures régionales. Il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité qu'il transmet, le cas échéant, avec la totalité du dossier d'appel d'offres à la direction de la commande publique pour transmission en préfecture. Il signe et notifie les marchés, et en informe sans délai le maître d'ouvrage, puis il publie l'avis d'attribution.

Le mandataire assure le suivi de la bonne exécution de la mission des différents prestataires et procède aux paiements des marchés qu'il a passés. Il veille à leur bonne et complète exécution avant de solder les paiements, à défaut le mandataire s'expose à supporter les frais complémentaires qui en résulteraient.

Le mandataire informe le maître d'ouvrage de toute difficulté rencontrée qui pourraient augmenter le coût d'une opération du programme l'opération ou allonger sa durée d'exécution.

## **7.3 : MODIFICATIONS AU MARCHÉS OU ACCORD CADRE PAR VOIE D'AVENANTS**

Les modifications aux marchés ou accords cadre par voie d'avenants doivent respecter les dispositions des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique, sans en bouleverser l'économie, sauf en cas de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties au marché.

Elles sont, avant tout début d'exécution :

- ✂ négociées avec le titulaire et signées par celui-ci ;
- ✂ approuvées par le Maître d'ouvrage et le cas échéant, approuvées préalablement par le maître d'ouvrage qui autorise leur signature et/ou leur complément de crédit ;
- ✂ transmises par le maître d'ouvrage au service préfectoral chargé du contrôle de légalité pour les marchés et leur(s) avenant(s) supérieur(s) au seuil de l'article D2131-5-1 du CGCT ;
- ✂ signées et notifiées au titulaire du marché par le mandataire.

## **7.4 : INFORMATIONS SUR LES MARCHÉS**

Le mandataire transmet au maître d'ouvrage, dès notification, une copie du marché (*acte d'engagement, CCAP, les avenants, les actes de sous-traitance...*).

Il lui communique, de plus, le bilan de chaque marché dans le mois suivant le paiement du solde du marché. Ce bilan inclut le numéro du marché, son montant initial, les montants réglés, toutes justifications pour expliquer un écart éventuel entre les deux sommes et une appréciation sur les conditions d'exécution du marché.

En cours de réalisation du programme, le mandataire transmet tous les deux mois un point d'information par opération sur les commandes passées, leurs montants, le titulaire du marché à qui les commandes ont été passées.

## **ARTICLE 8 : ASSURANCES**

### **8.1 – ASSURANCE DU MANDATAIRE**

Le mandataire devra, dans le mois qui suit la notification de la convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :

- de l'assurance qu'il doit souscrire au titre de l'article L.241-2 du code des assurances, uniquement en cas d'immixtion technique du mandataire ;
- de l'assurance garantissant la totalité des conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants. »

### **8.2 – POLICE DOMMAGE OUVRAGE ET TOUS RISQUES CHANTIER**

La souscription des contrats d'assurances « Dommage Ouvrage » et « Tous Risques Chantier » est soumise à l'accord préalable express du maître d'ouvrage.

Si la souscription est demandée, le mandataire souscrit pour le compte de la Région, maître d'ouvrage, les contrats d'assurances Dommage Ouvrage et Tous Risques Chantier (TRC) de l'opération qui lui est confiée et complète le dossier de l'assureur, en lui transmettant notamment toutes les informations lui permettant d'apprécier le risque assuré jusqu'au terme de la période de parfait achèvement.

Le mandataire signe les contrats. Il en transmet un double au maître d'ouvrage.

Dans le cadre de la garantie TRC, il déclare et assure la gestion des sinistres survenus pendant la durée d'exécution et de parfait achèvement du chantier. Il en rend compte au maître d'ouvrage.

Le mandataire règle les primes dans les délais prévus aux contrats.

### **8.3 – ASSURANCES DES INTERVENANTS À LA CONSTRUCTION**

#### Responsabilité décennale

Sous peine d'engager sa propre responsabilité, le mandataire veille à la production par tous les intervenants (y compris les sous-traitants) des justificatifs de leur déclaration de l'opération auprès de leur assureur, avant la date d'ouverture du chantier, et d'une attestation d'assurance responsabilité civile décennale répondant aux exigences suivantes :

- être spécifique au chantier (indiquer l'adresse du chantier, le montant TTC des travaux, les délais) ;
- préciser les activités garanties.

Il tient à jour et à la disposition du maître d'ouvrage le registre des assurances en cours de validité durant toute la durée du chantier.

#### Responsabilité civile pour tout dommage pendant le chantier et la période de parfait achèvement.

Le mandataire veillera à ce que les intervenants à l'opération (maître d'œuvre, bureau d'étude, entrepreneur, ingénieur-conseil, contrôleur technique, coordonnateurs de chantier et, d'une manière générale, tout autre intervenant participant directement à la réalisation de l'ouvrage) soient suffisamment assurés pour les conséquences pécuniaires de leur responsabilité recherchée en raison de dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés du fait du chantier, y compris pendant la période de parfait achèvement.

## **ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE**

### **9.1 – CONDITIONS DES AVANCES DE FONDS VERSÉES AU MANDATAIRE**

Pour toutes les avances de fonds, le mandataire présente les demandes correspondant aux dépenses prévues pour trois mois de mission.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le mandataire dépose sa demande trimestrielle d'avances de fonds sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Elle devra comporter le numéro d'engagement annuel transmis par les services de la Région Ile de France.

Le maître d'ouvrage procède au mandatement de l'avance de fonds demandée dans les délais réglementaires suivant la réception de la demande d'avance.

Le mandataire ne peut prélever sur les avances de fonds reçues sa rémunération qui lui est versée selon les modalités prévues à l'**article 3** (prix et modalités de règlement) de la présente convention.

Dans le cas où le montant des dépenses prévues est inférieur au montant de la trésorerie disponible, il n'est pas procédé au mandatement de l'avance de fonds.

### **9.2 – VERSEMENT DES AVANCES DE FONDS**

Lors de chaque demande d'avance de fonds, le mandataire adresse au maître d'ouvrage :

- 1 - le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération ;
- 2 - le budget prévisionnel de l'opération ;
- 3 - les annexes 2A (bilan de l'autorisation de programme) ; 2B (demande d'avance de fonds), 2B bis (planning détaillé des dépenses prévisionnelles) et 2B ter (fiche navette : une liste des factures relatives aux dépenses de la dernière demande d'avance et le total des dépenses pour chaque opération avec un récapitulatif du montant total consommé sur le budget de programme) sous format Excel.
- 4 - les pièces justificatives des paiements effectués depuis l'avance précédente : factures acquittées dans l'ordre de l'annexe 2B TER sous format dématérialisé

Ces pièces doivent être contenues au sein d'un seul unique fichier qui, sauf cas exceptionnel, ne doit pas dépasser 100 Mo et doit être au format pdf. Dans le cas où une compression du fichier en-deçà de 100Mo est strictement impossible, une scission du document en 2 fichiers doit alors être envisagée.

La liste des factures relatives aux dépenses devra être établie par opération

Dans l'hypothèse d'une augmentation de programme validée par la Région, le mandataire procédera alors à une demande de versement d'avance conformément à l'annexe 2B.

### **9.3 – REJET DES DEMANDES D'AVANCES DE FONDS**

Les demandes d'avances de fonds présentées par le mandataire au titre de l'opération objet de la présente convention seront systématiquement repoussées dans les cas ci-après constatés :

- absence de production des pièces décrites à l'**article 9.2** (versement des avances de fonds) de la présente convention ;
- absence de production d'un bilan annuel par le mandataire dans les délais impartis et précisés à l'**article 11.2.2** (bilan annuel) ;
- non réponse du mandataire dans un délai de deux mois aux observations adressées sous accusé de réception suite au contrôle d'un bilan annuel régulièrement déposé.

## **ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS**

Les produits financiers résultant des disponibilités éventuelles sur les avances reçues par le mandataire sont versés sur le compte bancaire de IDFCF dédié aux opérations du pôle lycées Ils sont reversés annuellement à la Région accompagnés d'un extrait du relevé de compte bancaire sur lequel ils sont versés.

## ARTICLE 11 : CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage peut effectuer à tout moment les contrôles techniques, administratifs et comptables qu'il estime nécessaires. Pour ce faire, le mandataire laisse libre accès au maître d'ouvrage sur le chantier et lui communique les dossiers concernant l'opération et la réalisation du programme

### 11.1 – Evaluation

Dans le cadre de la démarche qualité du maître d'ouvrage, le mandataire est régulièrement évalué, notamment sur les critères suivants :

- ⌘ Respect des dispositions du contrat de mandat et du budget de l'opération
- ⌘ Maîtrise des délais
- ⌘ Continuité du suivi
- ⌘ Information du maître d'ouvrage ; les propositions de solutions et documents de synthèse ; les comptes rendus des réunions
- ⌘ Qualité du suivi technique : préparation de l'analyse et rapport de synthèse des phases Etudes ainsi qu'en phase de réalisation
- ⌘ Présence et coordination sur le chantier
- ⌘ Respect des procédures et des modèles documentaires (cf. : site [http : // www. iledefrance.fr/marches-publics](http://www.iledefrance.fr/marches-publics)) ; la qualité des rapports d'analyse des candidatures et des offres

Les résultats sont enregistrés et communiqués au mandataire.

### 11.2 – Contrôle financier et comptable

#### 11.2.1 : Comptabilité

Le mandataire tient une comptabilité distincte pour le programme, objet de la présente convention, sur le compte bancaire de IDFCF dédié aux opérations du Pôle Lycées.

Le maître d'ouvrage peut vérifier à tout moment cette comptabilité en demandant au mandataire communication de toutes les pièces et marchés concernant l'opération.

En aucun cas, le mandataire ne peut utiliser les éventuels excédents de trésorerie pour financer des dépenses n'ayant pas de lien direct avec l'exécution de la présente convention.

#### 11.2.2 : Bilan annuel

Avant le 31 mars de chaque année civile, le mandataire transmet au maître d'ouvrage :

- un certificat attestant l'état d'avancement du programme et pour chacune des opérations effectué au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'une attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements (cf. **annexe 3**).
- un échéancier prévisionnel du programme et des différents opérations faisant apparaître les dépenses pluriannuelles des crédits de paiements.

### 11.3 – Reporting et suivi

Durant toute la durée de sa mission, le mandataire s'engage à fournir de façon trimestrielle au maître d'ouvrage les données suivantes (sur la base de 2 tableaux différents qui seront communiqués par la région):

Tableau n°1 : Données permettant le suivi des délais de paiement :

- Nom de votre structure
- Nom de l'opération
- Numéro du contrat
- Donneur d'ordres (Pôle Lycées / Enseignement supérieur / autre)
- Numéro de la facture
- Raison sociale du tiers payé
- Siret du tiers payé

- Date de réception de la facture
- Date de règlement de la facture
- Montant payé TTC

Ce tableau sera à renvoyer par mail

- à la Direction du patrimoine et de la maintenance : à l'ingénieur territorial et au chef de projet chargé des opérations sous mandat
- au service contrôle de gestion de la Région Île-de-France : [sylvie.toulotte@iledefrance.fr](mailto:sylvie.toulotte@iledefrance.fr) ;
- à la Direction de la performance budgétaire et contractuelle : [budget\\_conventions\\_mandats@iledefrance.fr](mailto:budget_conventions_mandats@iledefrance.fr)

Tableau n°2 : Données permettant le suivi de la dépense

- Raison sociale du tiers payé
- Siret du tiers payé
- code APE du tiers payé
- adresse postale avec n° du code postal du tiers payé
- dépenses trimestrielles par tiers en euros TTC
- Montant total des dépenses payées en euros TTC

Ce tableau sera à renvoyer par mail à la direction des achats de la Région Île-de-France : [isabelle.clamens@iledefrance.fr](mailto:isabelle.clamens@iledefrance.fr);

- à la Direction de la performance budgétaire et contractuelle : [budget\\_conventions\\_mandats@iledefrance.fr](mailto:budget_conventions_mandats@iledefrance.fr)

## **ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION**

Le maître d'ouvrage applique au mandataire des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

### **12.1 – PÉNALITÉS**

#### **Respect du cadre calendaire de l'opération**

En cas de dépassement d'un délai par phase tel que prévu à l'**annexe 1B**, il est fait application d'une pénalité de 100 € pour chaque jour de dépassement des délais fixés pour les « missions encadrées » énumérées à cette annexe.

#### **Maintien de la structure opérationnelle**

En cas de défaillance d'un responsable d'opération et du non-respect des obligations décrites à l'**article 3** de la présente convention, il est fait application d'une pénalité de 150 € par jour de retard dans les quinze jours suivant la réception d'une mise en demeure.

#### **Présence aux réunions**

En cas d'absence, il est fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 200 € par absence.

#### **Pénalité pour absence aux rendez-vous ou réunions de chantier**

En cas d'absence aux réunions de chantier elle que prévue dans la convention, il est fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 200 €.

#### **Transmission du DOE vérifié**

En cas de remise d'un DOE incomplet résultant d'une absence de vérification et de diligence de sa part, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euro (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir la preuve de sa diligence.

### **Transmission des comptes rendus et synthèses**

En cas de défaut de remise des comptes rendus, des synthèses, ou fiches d'écart demandés par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) par jour de retard 15 jours après la mise en demeure.

### **Pénalités pour non suivi des levées de réserve (réception ouvrage) ou de désordre signalé pendant la GPA**

En cas de :

- manquement ou d'absence dans le suivi des levées de réserve (réception de l'ouvrage) ou de désordre signalé pendant la GPA jusqu'à la fin du dernier signalement tel que prévu dans la convention, il est fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € pour chaque jour de dépassement des délais 15 jours après la mise en demeure.

### **Ajournement ou réfaction de prix en cas de remises de dossiers incomplets**

Dans le cas de production de rapport, compte-rendu, synthèse ou tout autre dossier incomplet, en quantité et/ou en qualité, mais nécessitant des compléments, améliorations ou mises au point, le maître d'ouvrage peut en prononcer l'ajournement.

Si les documents produits ne sont que partiellement exploitables, le maître d'ouvrage peut décider d'une réfaction déterminée en rapport avec le travail accompli et exploitable. La décision d'ajournement ou de réfaction, qui s'exprime en un montant forfaitaire HT, sont notifiées au mandataire.

### **Transmission des pièces pour les demandes d'avances**

En cas de non remise des documents prévus à l'**article 9.2** (versement des avances de fonds), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard, quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

### **Bilan financier annuel**

En cas de retard dans la remise du bilan annuel par rapport au délai fixé à l'**article 11.2.2** (bilan annuel), le mandataire sera passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de 800 € par mois de retard.

### **Transmission des documents visés à l'annexe 4**

En cas de non remise des documents prévus à l'**annexe 4**, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

### **Transmission des pièces pour ester en justice**

En cas de non remise des documents et informations prévus à l'**article 13** (capacité d'ester en justice), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

### **Cas d'exonération des pénalités :**

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :

- ⌘ les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention ;
- ⌘ les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives dès lors que le mandataire établit avoir fait diligence ;
- ⌘ les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de marchés passés par le mandataire ;
- ⌘ les journées d'intempérie au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur le chantier.

## **12.2 – FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION**

### **Charge des intérêts moratoires**

Dans le cas où, du fait du mandataire, les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération ont droit à intérêts moratoires pour retard de paiement, le paiement des intérêts moratoires n'est pas prélevé sur le budget alloué à l'opération et est supporté par le seul mandataire.

### **Charge des frais financiers**

Tous les frais financiers, notamment les frais bancaires, sont à la charge du mandataire.

## **ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE**

Le maître d'ouvrage dispose seul de la capacité d'ester en justice devant les juridictions compétentes pour préserver et défendre les intérêts de la Région.

Toutefois, il appartient au mandataire, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage auprès des différents intervenants à l'acte de construire d'une part, et des tiers d'autre part, de signaler dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage tout incident qui, perturbant le bon déroulement de l'opération, serait à ce titre susceptible de donner lieu à une saisine du juge et ce, à quelque stade que ce soit.

A cette fin, le mandataire saisira le pôle lycées et le Pôle MAJI e la Région et transmettra dans les meilleurs délais à compter de la survenance des faits ou de la réception de la réclamation :

- le cas échéant, la réclamation et les pièces du demandeur ;
- un bref résumé de la situation indiquant le contexte, les points litigieux, les différents intervenants et/ou personnes concernés ;

Par ailleurs, afin de permettre au maître d'ouvrage de diligenter en temps utile le référé préventif dans le cadre de l'article R.532-1 du code de justice administrative, le mandataire transmettra, 4 mois avant le début des travaux, les éléments suivants au Pôle MAJI:

- un bref résumé de l'opération indiquant le contexte et les différents intervenants ;
- une copie des documents suivants :
  - permis de construire le cas échéant,
  - permis de démolir le cas échéant (si besoin),
  - plan masse,
  - plan d'implantation,
  - relevés des propriétaires et concessionnaires de voiries (avec adresses des propriétaires concernés),
  - toutes pièces complémentaires utiles compte tenu du contexte de l'opération.

Pendant toute la durée de la procédure diligentée par le maître d'ouvrage, le mandataire est tenu, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage, à se rendre disponible pour assister le maître d'ouvrage ou le représenter à toutes les réunions qui pourront être organisées pour l'instruction de cette procédure, notamment sur le site.

Le mandataire pourra, à titre dérogatoire, saisir le juge des référés, en cas d'urgence, dans l'intérêt de toutes les parties et pour la conservation des éléments de preuve susceptibles de disparaître se rapportant à des faits susceptibles de donner lieu à un litige devant une juridiction, afin qu'il soit ordonné un constat en application de l'article R.531-1 du code de justice administrative.

Dans ce cas, il devra saisir le maître d'ouvrage préalablement au lancement d'une telle action selon la procédure suivante :

- saisine du maître d'ouvrage dès la survenance des faits ;
- avis du maître d'ouvrage (chargé d'opération) sur les aspects techniques au plus tard dans les 24 heures ;
- transmission du dossier au pôle maji dans les 24 heures à compter de la réception du visa du chargé d'opération, pour accord sur l'engagement de l'action par le mandataire ;
- transmission du projet de requête au pôle maji pour avis dans les 24 heures à compter de l'accord de cette dernière sur la procédure à engager.



## ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

### 14.1 - PROPRIÉTÉ DES ÉTUDES

Le maître d'ouvrage est seul propriétaire des études réalisées par le mandataire à l'occasion de sa mission.

Le mandataire s'engage à ne pas publier ou divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations appartenant à la Région dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne sont pas du domaine public.

Toute publication ou communication d'informations relatives aux études pendant la durée de la convention et les 6 mois qui suivent son expiration est soumise à l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut demander la suppression ou la modification de certaines informations dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation, dans de bonnes conditions, des résultats desdites études. De telles suppressions ou modifications ne peuvent porter atteinte à la valeur technique de la publication.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses demandes dans un délai de deux mois à compter de la réception du projet. Passé ce délai, son accord est réputé acquis.

### 14.2 - DISPOSITIONS FISCALES

Dans le cadre de sa mission, le mandataire fait son affaire des règlements de tous les impôts et taxes relatifs à la réalisation de l'opération.

## ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin lorsque le quitus lui est délivré par le maître d'ouvrage ou lorsque la présente convention est résiliée dans les conditions ci-dessous définies à l'article 17.

Pour la délivrance du quitus, le mandataire doit avoir procédé à l'exécution complète de ses missions, soit après réalisation de toutes les étapes suivantes :

- ⌘ expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages de l'ensemble des opérations des programmes réalisés au titre de la convention et clôture des signalements au titre de la garantie de parfait achèvement et levées de l'ensemble des réserves à la réception ;
- ⌘ fin d'exécution des marchés et informations sur leur exécution : cf. : **art.7.4 de la présente convention**.

Lorsque les conditions visées ci-dessus sont remplies, le mandataire transmet au maître d'ouvrage, à son initiative ou à la demande de celui-ci, les documents suivants :

- ⌘ Le bilan financier du programme valant bilan de fin de mission : cf. : **annexe 2C**  
Ce bilan comporte le détail complet des dépenses et recettes réalisées, visé par le comptable du mandataire ;
- ⌘ Les pièces justificatives des comptes non encore fournies (toutes les factures originales, relevés de compte pour les produits financiers) ;
- ⌘ Un compte-rendu du déroulement du programme par le mandataire avec son analyse, en particulier, du calendrier de l'opération ;
- ⌘ Le dossier de fin d'opération visé en **annexe 4** dossier complet classé suivant le plan d'archivage de la Région comportant tous les documents, dont les originaux. La liste des documents de l'**annexe 5** peut être unilatéralement modifiée par le maître d'ouvrage, notamment pour tenir compte de l'évolution de la réglementation.

Le maître d'ouvrage vérifie le bilan financier de l'opération et demande éventuellement des justifications complémentaires au mandataire.

Lorsque le bilan financier, rapproché du dernier bilan annuel reçu et de toutes les pièces justificatives, permet un arrêté des comptes, le maître d'ouvrage émet les éventuels titres de recettes correspondant à la trésorerie de l'opération, au trop perçu de rémunération et/ou aux produits financiers.

Après recouvrement des titres de recettes, le maître d'ouvrage notifie le quitus au mandataire et lui verse, le cas échéant, le solde de sa rémunération.

Après délivrance du quitus par le maître d'ouvrage, la responsabilité du mandataire ne peut plus être recherchée sauf en cas de dol, de manœuvres frauduleuses ou en cas de caractère incomplet du dossier susvisé.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le mandataire et les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins. La délivrance du quitus avant l'extinction des contentieux est à l'appréciation de la Région.

## **ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ**

### **16.1- INTERDICTION DU TRAVAIL DISSIMULÉ PAR DISSIMULATION D'ACTIVITÉ OU PAR DISSIMULATION D'EMPLOI SALARIÉ – DÉNONCIATION – INJONCTION**

Sauf travaux d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetage, IDFCO s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 8222-6, et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, et sans préjudice des dispositions figurant à l'article 16-2 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de l'entreprise, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations.

L'entrepreneur, en réponse à cette injonction, transmet au pouvoir adjudicateur tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours.

### **16.2- PÉNALITÉS EN CAS DE FAITS AVÉRÉS DE TRAVAIL DISSIMULÉ PAR DISSIMULATION D'ACTIVITÉ ET TRAVAIL DISSIMULÉ PAR DISSIMULATION D'EMPLOI SALARIÉ.**

A défaut de correction des irrégularités signalées, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et appliquera les pénalités suivantes de 10.000 €.

En cas de manquement répété établi par les services chargés de la vérification de la régularité de l'emploi dans l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

## **ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS**

Dans tous les cas visés ci-dessous, la résiliation prend effet 1 (un) mois après notification de la décision de résiliation.

Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Ce constat donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes.

La date de ce procès-verbal constitue le point de départ du délai de six mois dans lequel le mandataire remet le bilan financier du programme et l'ensemble des documents visés en **annexe 4**.

### **17.1- DÉFAILLANCE DU MANDATAIRE**

Dans le cas de carence avérée du mandataire dans l'accomplissement de sa mission et après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre une réfaction égale à 10 % de la part de rémunération restant due au regard des prestations déjà exécutées.

Dans l'hypothèse de l'absence de mouvements constatés pendant deux exercices consécutifs à la production d'un bilan annuel, à défaut de la production d'un bilan financier de fin de mission, il sera considéré que le programme objet de la présente convention est terminée.

S'il y a lieu, après interrogation par lettre recommandée restée sans réponse, un titre de recettes sera émis à l'encontre du mandataire de la différence constatée entre le montant total des avances qui lui ont été consenties et le cumul des justificatifs comptables en possession du maître d'ouvrage.

### **17.2 – RÉSILIATION DU FAIT DU MAÎTRE D'OUVRAGE**

Dans le cas où le maître d'ouvrage renonce à la poursuite du programme approuvé en commission permanente telle que définie en **annexe 1A**, ou en cas de modification substantielle du programme de nature à en bouleverser l'objet et l'économie, le maître d'ouvrage notifie au mandataire la résiliation de la présente convention.

Dans cette hypothèse, le mandataire a droit à la rémunération des prestations qu'il a exécutées ainsi que 5% des rémunérations restant dues après remise du bilan financier du programme et de l'ensemble des documents visés à l'**annexe 4**.

### **17.3 – NON OBTENTION DES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES**

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, il perçoit la rémunération des prestations qu'il a exécutées.

Les éventuelles indemnités dues aux titulaires des marchés conclus pour la réalisation du programme sont, dans les cas exposés aux **articles 17.2** (résiliation du fait du maître d'ouvrage) **et 17.3** (non obtention des autorisations administratives) qui précèdent, à la charge du maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 18 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ**

1 – Interdiction du travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié – dénonciation – injonction

Sauf travaux d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetage, le mandataire s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa des articles L. 8222-6 et R. 8222-3 du Code du travail et sans préjudice des dispositions figurant à l'article suivant, la Région, saisie d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de l'entreprise, enjoint le mandataire, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations. Le mandataire, en réponse à cette injonction, transmet à la Région tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours.

2 – Pénalités en cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié.

À défaut de correction des irrégularités signalées dans les délais indiqués à l'article 19 ci-après, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et appliquera une pénalité de 10.000 €. Le délai

d'application des pénalités prend fin le jour même où l'entrepreneur apporte la preuve qu'il a régularisé la situation du travail dans son entreprise et en a informé l'agent chargé de son contrôle.

Le montant total de la pénalité susmentionnée ne pourra toutefois excéder 10% du montant HT du marché, ce dans la limite du montant des amendes prévues aux articles L.8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail ou 10% du montant du marché, première des deux limites atteinte.

En cas de manquement répété établi par les services chargés de la vérification de la régularité de l'emploi dans l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

## **ARTICLE 19 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE**

La région Ile de France, dans le cadre de sa politique de promotion des achats responsables, s'est dotée d'une charte de déontologie des achats. Le mandataire s'engage à prendre connaissance des dispositions contenues dans la charte et plus largement à respecter le cadre réglementaire relatif à la prévention de la corruption dans le secteur public.

La charte de déontologie de la région Ile de France est disponible sur le site internet de la région à l'adresse suivante : [iledefrance.fr/charte-de-deontologie-des-achats-de-la-region-ile-de-France](http://iledefrance.fr/charte-de-deontologie-des-achats-de-la-region-ile-de-France).

**Fait en 1 exemplaire original**

**Le**

**Pour IDF CD**

**Le Directeur général**

**Mathias DOQUET-CHASSAING**

**(Signature et cachet)**

**Le**

**Pour la Région d'Ile-de-France**

**La Directrice Générale Adjointe**

**Anne-Claire Néron**

**(Signature et cachet)**

**NOTIFICATION DE LA CONVENTION :**

Reçu NOTIFICATION de la convention le : .....

Reçu l'avis de réception postal de la NOTIFICATION de la convention le : .....  
\_\_\_\_\_

Le titulaire :

## **ANNEXE 1A**

**CONVENTION DE MANDAT N°XXXXXXXX**

**RELATIVE À LA CONDUITE DES OPERATIONS DE RENOVATION, MODERNISATION,  
REHABILITATION DU CLOS-COUVERT STRUCTURE DES LYCEES FRANCILIENS**

### **PROGRAMMES DES TRAVAUX – LISTE DES OPERATIONS 2023**

Liste excel jointe à insérer

# ANNEXE 1B

## CONVENTION DE MANDAT N°XXXXXXX

### RELATIVE À LA CONDUITE DES OPERATIONS DE RENOVATION, MODERNISATION, REHABILITATION DU CLOS-COUVERT STRUCTURE DES LYCEES FRANCILIENS

#### CADRE CALENDRAIRE DU PROGRAMME

La mission du mandataire est divisée en phases :

Phase 1 : de la notification du programme annuel à la phase préparatoire

Phase 2 : de la phase préparatoire à la fin de la phase études et désignation des entreprises chargées des travaux

Phase 3 : de la notification des commandes de travaux à la réception des travaux et fin de garantie de parfait achèvement

Délais par phases : comptabilisés en mois calendaires (hormis accord express du maître d'ouvrage, hormis dépassement d'un délai de 4 semaines pour notification au mandataire des délibérations afférentes à l'opération, et hors mois d'août et période de fêtes de fin d'année et intervalle Noël / jour de l'an)

#### Délais par missions encadrées

en jours ouvrables (hormis accord express de dépassement du maître d'ouvrage et hors mois d'août et période de fêtes de fin d'année et intervalle Noël / jour de l'an) :

**M = délai maximum**

**m = délai minimum**

| Phases concernées  | Délai global par phase | Missions encadrées  | Délai des missions encadrées à respecter |
|--|------------------------|---|--|
| <b>Phase 1</b><br>de la notification du programme à la phase préparatoire  |                        | - Notification du programme / Visites des sites   |  |
| <b>Phase 2</b><br>de la phase préparatoire à la fin de la phase études et désignation des entreprises chargées des travaux |                        | - Visite de sites / remise du DCE de consultation de maîtrise d'œuvre<br><br>- Validation des dossiers de consultation PMAJI RIF/ lancement des consultations |  |

|   |  |   |  |
|---|--|---|--|
| Assistance pour le choix des maîtres d'œuvre (accord cadre) |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transmission du PV de CAO d'ouverture / transmission du rapport d'analyse de la consultation de maîtrise d'œuvre à la RIF</li> <li>- Accord du RAO RIF</li> <li>- Transmission du PV de CAO d'attribution ou de la délibération à signer le(s) marché(s) / transmission du(es) marché(s) à la RIF pour le contrôle de légalité</li> <li>- Réception par le mandataire de l'AR en préfecture / notification de(s) marché(s)</li> </ul>  |  |
| Présentation du programme de travaux sur chaque site        |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Notification des marchés de maitre d'œuvre / Organisation de la Réunion de démarrage des études, sur chaque site (sous réserve remise programme complet).</li> </ul>   |  |
| Réalisation des études d'AVP                                |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réception de l'AVP /Transmission de la fiche d'écart sur l'AVP à la RIF</li> <li>- De la validation des AVP par le maître d'ouvrage / Notification à la maitrise d'œuvre de cette validation.</li> </ul>   |  |
| Réalisation des études PRO DCE                              |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réception du PRO DCE /Transmission de la fiche d'écart sur le PRO DCE à la RIF</li> <li>- De la validation du PRO DCE par le maître d'ouvrage / Notification à la maitrise d'œuvre de cette validation</li> </ul> <p><b><u>Sans marché subséquent</u></b></p> <p>Validation du DCE par RIF / Notification bon de commande travaux</p> <p><b><u>Avec marchés subséquents</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Validation du DCE par RIF / transmission du DCE travaux avec AAC</li> <li>- Validation de l'AAPC Travaux par la RIF / envoi de l'AAPC aux publications</li> <li>- Transmission du PV de CAO d'ouverture / Transmission du rapport d'analyse à la RIF</li> <li>- Accord du RAO par la RIF</li> <li>- Accord du RAO par la RIF / transmission du(des) marché à la RIF pour le contrôle de légalité</li> <li>- Réception par le mandataire de l'AR en préfecture / notification de(s) marché(s)</li> </ul> |  |



|  |  |  |  |
|--|--|--|--|
| <b>Phase 3</b><br><b>de la notification des</b><br><b>commandes de travaux à la</b><br><b>réception des travaux et fin</b><br><b>de garantie de parfait</b><br><b>achèvement</b> |  | Constat d'un désordre par l'établissement / déclenchement de l'intervention de l'entreprise.   |  |
|  |  | Entre fin du Parfait achèvement / transmission de l'ensemble des éléments relatifs permettant de préparer le quitus à venir de l'opération |  |

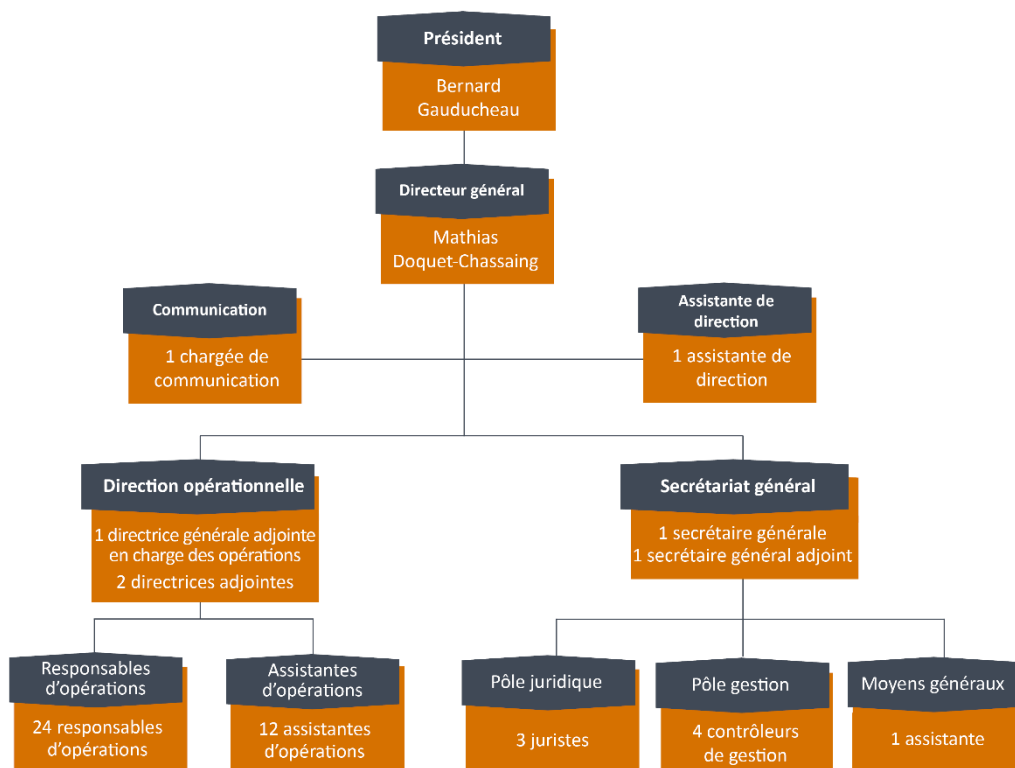
# ANNEXE 1C

CONVENTION DE MANDAT N°XXXXXXXX

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPERATIONS DE RENOVATION, MODERNISATION,  
REHABILITATION DU CLOS-COUVERT STRUCTURE DES LYCEES FRANCILIENS

## STRUCTURE ET ORGANISATION MISES EN PLACE PAR LE MANDATAIRE

### → ORGANIGRAMME



## ANNEXE 2A

### CONVENTION DE MANDAT N°XXXXXXX

#### RELATIVE À LA CONDUITE DES OPERATIONS DE RENOVATION, MODERNISATION, REHABILITATION DU CLOS-COUVERT STRUCTURE DES LYCEES FRANCILIENS

#### BILAN DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME

La commission permanente du conseil régional d'Ile de France a décidé pour cette opération l'affectation des autorisations de programme suivantes :

| DELIBERATIONS  | AP<br>votées | CP mandatées |        |       | AP<br>disponibles |
|----------------|--------------|--------------|--------|-------|-------------------|
|                |              | Rémunération | Avance | Total |                   |
| CP n° du ..... | €            | €            | €      | €     | €                 |
| CP n° du ..... | €            | €            | €      | €     | €                 |
| <b>TOTAL</b>   |              |              |        |       |                   |

La Région d'Ile de France s'engage à assurer la couverture en crédits de paiement d'un montant de :

| CREDITS DEMANDES |
|------------------|
| AVANCE           |
| €                |

Le mandataire en la personne de la \_\_\_\_\_ s'engage à réaliser le présent programme suivant les clauses contractuelles de la convention de mandat.

Le

Pour le président  
du conseil régional d'Ile-de-France

Le

Pour le mandataire

## ANNEXE 2B

CONVENTION DE MANDAT N°XXXXXXX

RELATIVE À LA CONDUITE DES OPERATIONS DE RENOVATION, MODERNISATION,  
REHABILITATION DU CLOS-COUVERT STRUCTURE DES LYCEES FRANCILIENS

### DEMANDE D'AVANCE DE FONDS AVANCES

|   |  | Montants |
|---|--|----------|
| 1 | Cumul des autorisations de programme votées  |          |
| 2 | Cumul des avances de fonds reçues (hors rémunération)  |          |
| 3 | Paielements effectués (hors rémunération)  |          |
| 4 | Trésorerie disponible (4 = 2 – 3)  |          |
| 5 | Dépenses prévisionnelles pour 3 mois (hors rémunération)<br><b>(détail à préciser en annexe 2 B bis)</b> |          |
| 6 | Avance demandée (6 = 5 – 4)  |          |
| 7 | <b>Avance arrondie à</b>   |          |

|   |   |
|---|---|
| Le<br><br>(Cachet et signature du mandataire) | <b>Cadre réservé aux services de la Région</b>  |
|   | Pour le Président du Conseil régional<br><br>Certifié le service fait, arrêté et liquidé à la somme de<br><br>Imputation budgétaire :<br>N° engagement :<br>N° pré mandat :<br>Le |

## ANNEXE 2B bis

### PLANNING PRÉVISIONNEL DÉTAILLÉ DES DÉPENSES :

| <i>Désignation lignes budgétaires en euros TTC</i> | <i>Cumul des dépenses antérieures</i> | <i>Année N</i> |               |               |                      | <i>N+1</i> | <i>N+2</i> | <i>N+3</i> |
|--|---------------------------------------|----------------|---------------|---------------|----------------------|------------|------------|------------|
|  |                                       | <i>Mois 1</i>  | <i>Mois 2</i> | <i>Mois 3</i> | <i>Total année N</i> |            |            |            |
|  |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |
|  |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |
|  |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |
|  |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |
|  |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |
|  |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |
|  |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |
|  |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |
|  |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |
|  |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |
|  |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |
|  |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |
|  |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |
|  |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |
|  |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |
| Sous-total dépenses                                |                                       |                |               |               |                      |            |            |            |

Le

(Cachet et signature du mandataire)

## ANNEXE 2B ter

## Fiche navette

### Décompte des paiements effectués par le mandataire

**CONVENTION DE MANDAT N°XXXXXXXXXX**

**RELATIVE À LA CONDUITE DES OPERATIONS DE RENOVATION, MODERNISATION, REHABILITATION DU CLOS-COUVERT STRUCTURE DES LYCEES FRANCILIENS**

| CUMUL ANTERIEUR |       |                  |            | MONTANT<br>TTC   | Rémunération             | TOTAL        | OBSERVATIONS       |
|-----------------|-------|------------------|------------|------------------|--------------------------|--------------|--------------------|
|                 |       |                  |            |                  |                          |              | Lycée XXX à XXXXXX |
|                 |       |                  |            |                  |                          | -            |                    |
| DATE            | OBJET | FOURNISSEUR<br>S | N° FACTURE | MONTANT<br>EUROS | Rémunération en<br>EUROS | OBSERVATIONS |                    |
|                 |       |                  |            |                  |                          |              |                    |
|                 |       |                  |            |                  |                          |              |                    |
|                 |       |                  |            |                  |                          |              |                    |
|                 |       |                  |            | MONTANT<br>TTC   |                          |              |                    |
|                 |       | TOTAL<br>GENERAL |            |                  | Rémunération             | TOTAL        |                    |

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de la présente demande ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :



| CONTRAT DE MANDAT N°  |        |                |   |              |                                 |
|---|--------|----------------|---|--------------|---------------------------------|
| RELATIVE A LA RECONSTRUCTION DU LYCEE   |        |                |   |              |                                 |
| ANNEXE 2C : BILAN FINANCIER DE FIN DE MISSION   |        |                |   |              |                                 |
| Fiche récapitulative  |        |                |   |              |                                 |
| AP AFFECTEES  |        |                |   |              | MONTANTS TTC                    |
| CP N°   | DU     | Ap Affectée n° |   |              | 0,00 €                          |
| CP N°   | DU     |                |   |              | 0,00 €                          |
| CP N°   | DU     |                |   |              | 0,00 €                          |
| CP N°   | DU     |                |   |              | 0,00 €                          |
| CP N°   | DU     |                |   |              | 0,00 €                          |
| CP N°   | DU     |                |   |              | 0,00 €                          |
|   | DU     |                |   |              | 0,00 €                          |
| TOTAL DES AP AFFECTEES  |        |                |   |              | 0,00 €                          |
| RELIQUAT D'AP = (AP VOTEES - TOTAL AVCE DE FONDS (1) - TOTAL ACPTÉ VERSES (3))        |        |                |   |              | 0,00 €                          |
| AP A DESAFFECTER (reliquat d'AP - rémunération due au quitus)                         |        |                |   |              | 0,00 €                          |
| AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX (mandat région hors rémunération)               |        |                |   |              | MONTANTS TTC                    |
| N°1   | DU     |                |   |              | - €                             |
| N°2   | DU     |                |   |              | - €                             |
| N°3   | DU     |                |   |              | - €                             |
| N°4   | DU     |                |   |              | - €                             |
| N°5   | DU     |                |   |              | - €                             |
| N°6   | DU     |                |   |              | - €                             |
| N°7   | DU     |                |   |              | - €                             |
| N°8   | DU     |                |   |              | - €                             |
| N°9   | DU     |                |   |              | - €                             |
| N°10  | DU     |                |   |              | - €                             |
| N°11  | DU     |                |   |              | - €                             |
| N°12  | DU     |                |   |              | - €                             |
| N°13  | DU     |                |   |              | - €                             |
| N°14  | DU     |                |   |              | - €                             |
| TOTAL DES AVANCES DE FONDS (1)  |        |                |   |              | - €                             |
| CUMUL DES PAIEMENTS TTC EFFECTUES AU TITRE DES TRAVAUX PAR LE MANDATAIRE (2) hors rém |        |                |   |              | - €                             |
| CUMUL DES ENGAGEMENTS TTC PAR LE MANDATAIRE   |        |                |   |              | - €                             |
| TRESORERIE SUR AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX (1-2)                            |        |                |   |              | - €                             |
| A COMPTES VERSES PAR LA REGION AU TITRE DE LA REMUNERATION DU MANDATAIRE              |        |                |   | MONTANTS TTC |                                 |
| N° Facture  | PHASES |                | DATE                                    |              |                                 |
|   |        |                |   | - €          |                                 |
|   |        |                |   | - €          |                                 |
|   |        |                |   | - €          |                                 |
|   |        |                |   | - €          |                                 |
|   |        |                |   | - €          |                                 |
|   |        |                |   | - €          |                                 |
|   |        |                |   | - €          |                                 |
|   |        |                |   | - €          |                                 |
| TOTAL DES ACOMPTES VERSES (3)   |        |                |   | - €          |                                 |
| REMUNERATION TTC DUE AU MANDATAIRE AJUSTEE SUR LES DEPENSES EFFECTUEES                |        |                |   |              | [AxB]/ [1+(Bx TVA en vigueur*)] |
| Montant réel des travaux (A):   |        | - €            | Taux (B):                               |              | 0,00 €                          |
|   |        |                | Montant HT en application de la formule |              |                                 |
|   |        |                | Montant TTC (4)                         |              |                                 |
| TROP PERCU EN REMUNERATION TTC (3-4)  |        |                |   |              | 0,00 €                          |
| REMUNERATION TTC DUE A LA DELIVRANCE DU QUITUS  |        |                |   |              | 0,00 €                          |
| *soit, pour un taux de 20%, une transcription dans la formule par "1,2"               |        |                |   |              |                                 |
| PRODUITS FINANCIERS   |        |                |   |              | MONTANTS TTC                    |
| CUMUL PRODUIT FINANCIERS (5)  |        |                |   |              | - €                             |
| PRODUITS FINANCIERS DEJA VERSES (6)   |        |                |   |              | - €                             |
| SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER (5-6)  |        |                |   |              | - €                             |
| TITRES DE RECETTES A EMETTRE PAR LA REGION  |        |                |   |              | MONTANTS TTC                    |
| TRESORERIE SUR AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX (1-2)                            |        |                |   |              | - €                             |
| TROP PERCU EN REMUNERATION TTC  |        |                |   |              | 0,00 €                          |
| SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER  |        |                |   |              | 0,00 €                          |
| TOTAL DES TITRES DE RECETTES  |        |                |   |              | - €                             |
| Fait à  |        | le             |   |              |                                 |
| signatures  |        |                |   |              |                                 |
| le comptable,   |        |                | le mandataire,                          |              | le maître d'ouvrage,            |





## ANNEXE 3

### CONVENTION DE MANDAT N°XXXXXXXX

#### RELATIVE À LA CONDUITE DES OPERATIONS DE RENOVATION, MODERNISATION, REHABILITATION DU CLOS-COUVERT STRUCTURE DES LYCEES FRANCILIENS

#### BILAN FINANCIER DE L'OPERATION

Mandataire :

Date de mise à jour :

| 1                               | 2                            | 3                                 | 4  | 5   | 6   | 7  | 8                                   | 9                                | 10                                      | 11                                    | 12                                   | 13                                | 14                                 | Observations |
|---------------------------------|------------------------------|-----------------------------------|--|---|---|--|-------------------------------------|----------------------------------|---|---------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|--------------|
| Cumul avances reçues avant 201_ | Cumul avances reçues en 201_ | Cumul des avances versées (1 + 2) | Paiements effectués hors rémunération avant 201_ | Paiements effectués hors rémunération en 201_ | Cumul des paiements hors rémunération (4 + 5) | Ecart entre avances et paiements (3 - 6) | Cumul rémunération reçue avant 201_ | Cumul rémunération reçue en 201_ | Total des rémunérations versées (8 + 9) | Total général des versements (3 + 10) | Cumul produits financiers avant 201_ | Cumul produits financiers en 201_ | Total produits financiers (12+ 13) |              |
|                                 |                              |                                   |  |   |   |  |                                     |                                  |   |                                       |                                      |                                   |                                    |              |
|                                 |                              |                                   |  |   |   |  |                                     |                                  |   |                                       |                                      |                                   |                                    |              |

"Le comptable atteste être en possession de toutes les pièces justificatives et de paiement et certifie l'exactitude des paiements indiqués pour l'année 2023\_."

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de l'année 2023- ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire

Cachet et signature du comptable :

**BILAN FINANCIER**  
**Liste des dépenses**

**ANNEXE 3 page 2 sur 2**

| POSTE DE DEPENSE                               | NOM DU TITULAIRE | MONTANT DU MARCHÉ INITIAL EN € HT | MONTANT DE L'AVENANT N°1 * | MONTANT DE LA REVISION EN € HT | CUMUL DES RELEMENTS EN € HT | MONTANT DE LA TVA ACQUITTÉE | CUMUL DES RELEMENTS EN € TTC | EXERCICE BUDGETAIRE |
|--|------------------|-----------------------------------|----------------------------|--------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|------------------------------|---------------------|
| <b>ETUDES</b>                                  |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Total études spéciales et complémentaires :    |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Etude topographique - marché n°                |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Etude de sol - marché n°                       |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Etude de sol complémentaire - marché n°        |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Total diagnostics techniques :                 |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Diagnostic : amiante - marché n°               |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Diagnostic : plomb - marché n°                 |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Total indemnités de concours                   |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Total marché de maîtrise d'œuvre - marché n°   |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Total marché de contrôle technique - marché n° |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Total marché de coordination SPS - marché n°   |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Total marché de coordination SSI - marché n°   |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Total marché OPC                               |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| <b>TRAVAUX</b>                                 |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Total marché(s) de travaux - marché n°         |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Marché de travaux tot n°1 - marché n°          |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Marché de travaux tot n°2 - marché n°          |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Marché de travaux tot n°3 - marché n°          |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Total frais de concessionnaires                |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Concessionnaire : ...                          |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Concessionnaire : ...                          |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Concessionnaire : ...                          |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| <b>ASSURANCES</b>                              |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Total Assurance construction                   |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Assurance : TRC - marché n°                    |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Assurance : DO - marché n°                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| <b>DIVERS</b>                                  |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Total frais de reprographie                    |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Total frais de publications                    |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Total référé préventif                         |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| <b>MANDATAIRE</b>                              |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Total honoraires ** - marché n°                |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| Facture n°                                     |                  |                                   |                            |                                |                             |                             |                              |                     |
| <b>TOTAL</b>                                   |                  |                                   |                            |                                |                             |                             | 0,00                         |                     |

**LEGENDE :**  
\* Ajouter autant de colonnes qu'il y a eu d'avenants  
\*\* Rémunération totale et finale du mandataire intégrant la facture du quitus

VISA DU COMPTABLE :

# ANNEXE 4

## CONVENTION DE MANDAT N°XXXXXXX

### Dossier de fin d'opération à transmettre par le mandataire

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission selon le repérage suivant:  
 -Pôle Lycées/Direction de la Performance/SCC: dossier complet nécessaire à la délivrance du quitus  
 Le plan d'archivage sera transmis pour validation avant tout envoi de pièces à la Direction de la Performance budgétaire et contractuelle  
 Ce versement viendra en complément du dépôt des pièces dans la DATA BOX de l'opération, conformément aux indications de l'annexe n°4, et devra respecter la charte graphique de la Région Ile-de-France

| N° | Dossier                          | Sous-dossier | Document  | DUA <sup>(1)</sup>             | Point de départ du délai <sup>(2)</sup> | Nb d'exemplaires | Format                   |
|----|----------------------------------|--------------|---|--------------------------------|---|------------------|--------------------------|
| 1  | Diagnostics, Concours et Etudes  | A            | Diagnostics   | 10 ANS                         | Date de réception des travaux           | 1ex              | papier                   |
|    |                                  | B            | Dossier Concours (toutes les pièces relatives au concours, y compris ONR <sup>(4)</sup> si DUA 5 ans non dépassée)  |                                |   | 1ex              | papier                   |
|    |                                  | C            | Dossiers APS, APD, PROJET (plans et pièces administratives afférentes), DCE   |                                |   | 1ex              | papier                   |
| 2  | Marché de maîtrise d'œuvre       |              | AE, CCAP, CDPGF, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD   | 10 ANS                         | Date de réception des travaux           | 1ex              | papier                   |
| 3  | Marché de Contrôle technique     | A            | AE, CCAP, CCTP, Candidature, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD ou autre document valant arrêté des comptes  | 10 ANS                         | Date de réception des travaux           | 1ex              | papier                   |
| 4  | Marché de Coordonnateur SSI      | B            | Publicité, Réception et examen des offres   | 10 ANS                         | Notification du marché concerné         | 1ex              | papier                   |
| 5  | Marché de Coordonnateur SPS      |              |   |                                |   |                  |                          |
| 6  | Marché d'OPC                     |              |   |                                |   |                  |                          |
| 7  | Marché HQE                       | C            | Offres non retenues, offres sans suite <sup>(4)</sup>   | 5 ANS                          | Notification du marché concerné         | 1ex              | papier                   |
| 8  | Marché d'Assurance               | D            | Procédure infructueuse  | 10 ANS                         | Notification du marché concerné         | 1ex              | papier                   |
| 9  | Autres marchés hors Travaux      |              |   |                                |   |                  |                          |
| 10 | Lettre de Commande               |              | Consultation, Devis, Lettre de commande, Correspondance   | 10 ANS                         | Date de réception des travaux           | 1ex              | papier                   |
| 11 | Marché de Travaux                | A            | AE, CCAP, CCTP, DPGF, RC, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, PV de réception (OPR, PV avec réserves, sans réserve, de levée de réserves), Acte spécial de sous-traitance, DGD, Attestation d'assurance, Correspondance | 30 ANS                         | Date de réception des travaux           | 1ex              | papier                   |
|    |                                  | B            | Publicité, Réception et examen des offres (dossier de consultation des entreprises, AAPC, RAO, dossier de séance CAO)   | 10 ANS                         | Notification du marché concerné         | 1ex              | papier                   |
|    |                                  | C            | Offres non retenues, offres sans suite <sup>(4)</sup>   | 5 ANS                          | Notification du marché concerné         | 1ex              | papier                   |
|    |                                  | D            | Procédure infructueuse  | 10 ANS                         | Notification du marché concerné         | 1ex              | papier                   |
| 12 | Autorisations administratives    | A            | Demande de permis de construire accompagnée des pièces administratives  | Vie du bâtiment <sup>(3)</sup> |   | 1ex              | papier                   |
|    |                                  | B            | Demande de permis de démolir accompagnée des pièces administratives   |                                |   |                  |                          |
|    |                                  | C            | Déclaration préalable des travaux, Déclaration d'achèvement des travaux   |                                |   |                  |                          |
|    |                                  | D            | Arrêté du permis de construire et ses attendus  |                                |   |                  |                          |
|    |                                  | E            | Déclaration réglementaire d'ouverture de chantier   |                                |   |                  |                          |
|    |                                  | F            | Procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité   |                                |   |                  |                          |
|    |                                  | G            | Arrêté d'ouverture du Maire   |                                |   |                  |                          |
|    |                                  | H            | Autres demandes (dossier loi sur l'eau, taxes diverses, ...)  |                                |   |                  |                          |
| 13 | Pièces techniques <sup>(5)</sup> | A            | Compte-rendus de réunions de chantier   | Vie du bâtiment <sup>(3)</sup> |   | 1ex              | papier                   |
|    |                                  | B            | Compte-rendus OPC, Calendrier détaillé d'exécution  |                                |   | 1ex              | papier                   |
|    |                                  | C            | Plan général global de coordination (PGC), Rapport CSPS, Registre-journal de la coordination  |                                |   | 1ex              | papier                   |
|    |                                  | D            | Rapports du contrôleur technique  |                                |   | 2ex              | papier+clé USB ( 1 + 1 ) |
|    |                                  | E            | Rapport initial SSI, Procès-verbal de réception SSI, Dossier d'identité SSI   |                                |   | 2ex              | papier+clé USB ( 1 + 1 ) |
|    |                                  | F            | Bilan des surfaces construites  |                                |   | 1ex              | papier                   |
|    |                                  | G            | Guide de maintenance (notice de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des équipements, plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité de l'ouvrage ainsi que tous les procès-verbaux d'homologation des matériels installés)                    |                                |   | 2ex              | papier+clé USB ( 1 + 1 ) |
|    |                                  | H            | Carnet de vie (établi par l'AMO HQE, présentation de la qualité environnementale de l'opération) et Carnet sanitaire des réseaux d'eau  |                                |   | 2ex              | papier+clé USB ( 1 + 1 ) |
|    |                                  | I            | Procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre   |                                |   | 2ex              | papier+clé USB ( 1 + 1 ) |
|    |                                  | J            | DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage)  |                                |   | 2ex              | papier+clé USB ( 1 + 1 ) |
|    |                                  | K            | DOE (dossier des ouvrages exécutés, revêtu de la mention "déclaré conforme par le maître d'œuvre" et validé par le mandataire, comprenant les plans de recotement des ouvrages)   |                                |   | 2ex              | papier+clé USB ( 1 + 1 ) |
| 14 | Dossier contentieux              |              | Dossier référé préventif, pré-contententieux, contentieux (correspondance, mémoire en réclamation, note de synthèse, décision de justice, protocole transactionnel, ...)  | Vie du bâtiment <sup>(3)</sup> |   | 1ex              | papier                   |

(1)Durée d'utilité administrative: durée légale pendant laquelle un document est susceptible d'être conservé et utilisé par l'administration

(2)Point de départ à partir duquel commence à courir le délai pour la conservation des documents administratifs

(3)Vie du bâtiment: conserver tant que l'immeuble existe les pièces et marchés importants (construction et modification de l'immeuble)

(4)Le titulaire est autorisé par le service des archives à éliminer les pièces grisées à échéance de la DUA, dans le respect des procédures Région

# ANNEXE 5

## CONVENTION DE MANDAT N°XXXXXXXX

L'annexe présente la charte graphique à respecter par le titulaire pour toute transmission de documents et les modalités de gestion documentaire via une DATA BOX dédiée à l'opération.

### CHARTE GRAPHIQUE

Cahier des charges pour la réalisation de plans numériques

#### 1. PRESENTATION

La région Île-de-France met en place une base de gestion patrimoniale (documentaire et descriptive) et assure la mise à jour et l'exploitation des plans des 471 lycées dont elle est en charge pour l'entretien, la rénovation, et la construction.

Elle contient des plans, photos, documents techniques et réglementaires, état des surfaces, occupations des locaux et données descriptives du patrimoine.

L'ensemble de ces documents et informations serviront de base de travail pour les différents intervenants notamment dans les opérations de restructuration ou de maintenance.

Les versions numériques des plans des établissements seront constituées pour l'essentiel dans le cadre des opérations.

Un soin particulier y sera apporté :

- fiabilité des informations, notamment qualité des DOE et plans de récolement
- respect des règles de format et d'organisation des informations, précisées dans la présente charte graphique

#### 2. PRINCIPE D'APPLICATION

Il a été choisi d'imposer les prescriptions de la Charte Graphique dans le cadre des marchés et éléments de mission suivants :

##### Géomètres :

Les commandes de relevés de terrains et bâtiments devront prendre en compte la Charte Graphique.

|                           |
|---------------------------|
| <b>MAÎTRISE D'ŒUVRE :</b> |
|---------------------------|

Compte tenu de la durée d'une opération les plans de P.C. et D.C.E. seront structurés selon les prescriptions de la charte graphique et livrés sous forme informatique à la région Île-de-France, y compris en cours d'opération.

En amont (esquisse, A.P.S...) l'application de la charte est recommandée.

##### Maîtrise d'œuvre et entreprises :

Nous souhaitons renforcer l'exigence de qualité concernant les D.O.E. livrés en fin d'opération.

Ces D.O.E. devront impérativement refléter la réalité du bâtiment réceptionné et être formalisés selon les prescriptions de la charte graphique.

L'ensemble des pièces constituant les DOE seront réunies et organisées sur un support informatique (CD Rom) et livrés à la région Île-de-France :

- Tableaux Excel (liste des documents, notices...),
- Fichiers Autocad pour les plans et schémas,
- Documents WORD ou fichiers TIF de documents Scannés pour les notices.

Cette contrainte sera insérée, soit comme un article spécifique, soit venir compléter un article existant sur les "documents à fournir", des CCTP des marchés concernés, la Charte Graphique venant en annexe à ces CCTP.

### 3. CONTROLE

Le respect de ces prescriptions sera contrôlé par le mandataire.

Le mandataire transmettra copie des CD-Roms contenant les documents, après contrôle, pour avis à la région Île-de-France, au service connaissance du patrimoine de la Direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

Afin de faciliter l'application de ces prescriptions, il est souhaitable d'encourager les titulaires de marchés concernés à prendre contact en amont de l'exécution de leur mission avec le correspondant de la Région pour une assistance à l'application de la charte et pour des contrôles intermédiaires avant finalisation des dossiers

Concernant la Charte Graphique le contact à la région Île-de-France est :  
Service Ressources Techniques Bâti et Foncier  
région Île-de-France  
Pôle Lycées  
Direction des opérations  
2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen sur Seine

Contact : [connaissance.patrimoine@iledefrance.fr](mailto:connaissance.patrimoine@iledefrance.fr)

La CHARTE GRAPHIQUE Version V2.0.1 d'octobre 2016 se compose des 2 éléments suivants, assemblés dans un dossier CHARTE GRAPHIQUE + ANNEXES V2.0.1, à transmettre systématiquement :

- Document CHARTE GRAPHIQUE - version 2.0.1 d'octobre 2016
- Les annexes contenant les fichiers prototypes ANNEXES-PROTO CHG V2.0.1

### 4. STRUCTURATION DES FICHIERS DU DCC

Afin de pouvoir être intégrés dans la GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques), les fichiers DCC, ceux-ci doivent respecter un certain nombre de règles. L'ensemble du dossier doit être décomposé en 2 dossiers :

 1<sup>er</sup> dossier : **Définition de l'opération** contenant 8 fichiers distincts au format .pdf :

- **RPC** : Règlement particulier de concours (*pièce N°1*)
- **Marché MOE** : contenant les documents suivants – AE ; CCAP ; CCTP ; Annexes au CCTP (*pièces N° 2 ; 2.1 ; 2.2 ; 2.3*)
- **Objectifs du MOA** (*pièce N°3*)
- **Programme fonctionnel** (*pièce N°4.1*)
- **Programme Technique** (*pièce N°4.2*)
- **Programme Environnemental** : contenant les documents suivants – diagnostic ; cahier des charges ; annexes (*pièce N°4.3*)
- **Documents d'urbanisme, situation** (*pièces N°5, 5.1 ; 5.2, 5.3, 5.4*)
- **Réponses aux questions**

 2<sup>ème</sup> dossier : **Diagnostics techniques** contenant 1 fichier distinct par diagnostic au format .pdf

- **Diagnostic sondage de sol**
- **Diagnostic structures et fondations**
- **Diagnostic clos/couvert**
- **Diagnostic aménagement intérieur**
- **Diagnostic fluides et réseaux**
- **Diagnostic sécurité incendie**
- **Diagnostic alarme anti-intrusion**
- **Diagnostic des espaces extérieurs, phytosanitaire et biodiversité**
- **Autres...**

## DATA BOX

La Direction des opérations a mis en place des plateformes de gestion documentaire pour chaque opération du Plan Pluriannuel d'Investissement. Elles sont créées dans l'outil GEDIF (application « alfredo »).

L'objectif de ces « data box » est de constituer un espace partagé entre tous les intervenants de l'opération, y compris les mandataires et maîtres d'œuvre. Chaque intervenant aura la possibilité de consulter les documents mais également de déposer des documents afin de les mettre à disposition de tous.

En fonction des missions de chacun, des droits d'accès en écriture/lecture sont affectés.

Une invitation d'accès aux communautés GEDIF sera envoyée à chaque utilisateur. Il conviendra de les accepter pour pouvoir accéder aux espaces documentaires.

Une notice d'utilisation de ces espaces sera remise à chaque titulaire lors de la réunion de lancement de l'opération. Les renseignements complémentaires sont à prendre à l'adresse :

[connaissance.patrimoine@iledefrance.fr](mailto:connaissance.patrimoine@iledefrance.fr)